



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
de l'économie, de l'emploi
du travail et des solidarités**



CHIFFRES CLÉS

Édition 2022



Présentation de la DREETS



Depuis le 1er avril 2021, date de sa création, la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), service déconcentré de l'Etat commun aux ministres chargés des affaires sociales, de l'économie et des finances, du travail et de l'emploi exerce des missions diversifiées.

La DREETS constitue désormais l'une des quatre directions des services de l'Etat en région sous l'autorité du préfet. Elle est l'interlocuteur unique, au niveau régional, pour toute question concernant la politique du travail et l'inspection du travail, le contrôle du bon fonctionnement des marchés et des relations commerciales et la protection des consommateurs, le développement des filières et l'accompagnement des entreprises, la politique de l'emploi et désormais les politiques de cohésion sociale (protection des personnes vulnérables, lutte contre les exclusions).

La DREETS exerce des missions régaliennes et de développement réparties en 4 pôles :

- le pôle C (Concurrence, Consommation, Répression des fraudes, Métrologie) : participation au bon fonctionnement et à la loyauté du marché en matière de concurrence, de produits vitivinicoles et de métrologie légale.
- le pôle 3E (Entreprises, Emploi et Economie) : soutien à la création, à l'innovation et au développement des entreprises, développement des compétences des salariés, accompagnement vers l'emploi, anticipation et accompagnement des mutations économiques,
- le pôle T (Politique du Travail) : respect du droit du travail, promotion de la qualité de l'emploi, amélioration des conditions de travail et de la santé au travail, appui au dialogue social, veille et suivi des relations individuelles et collectives de travail,
- le pôle CSFC (Cohésion Sociale, Formation, Certification) : prévention et lutte contre les exclusions, protection et insertion des personnes vulnérables, contrôle et inspection des établissements et services sociaux, gestion de l'activité de formation certification pour le travail social et les professions paramédicales.

Outre ces missions opérationnelles, la DREETS pilote, anime et coordonne les politiques publiques mises en œuvre dans la région par les 17 directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETS, DDETSPP, DDPP), au plus près des concitoyens.

Cette grande direction régionale, dont le siège est à Toulouse, maintient une partie de ses services à Montpellier pour garantir la réalisation en proximité des missions opérationnelles et préserver l'équilibre régional déjà instauré.



J'ai le plaisir de vous présenter l'édition 2022 des « Chiffres clés Occitanie » réalisée par le service Etudes Statistiques Evaluation de la DREETS Occitanie.

Deuxième région de France en superficie et quatrième région en population avec 6 millions d'habitants, l'Occitanie, avec ses 13 départements aux spécificités contrastées, bénéficie de multiples atouts pour rayonner aux niveaux français et européen. Elle dispose en effet de toutes les caractéristiques d'une région dynamique et influente avec un tissu économique et social diversifié qui la rend tout à la fois riche et fragile.

Comme chaque année, cette publication rassemble des données statistiques régionales et départementales sur l'appareil productif, les politiques d'emploi, le développement économique, la sécurité du consommateur, les relations et les conditions de travail, le contexte social, la protection et l'hébergement des personnes vulnérables, autant de

sujets qui concernent les champs d'intervention de la DREETS.

Par le recueil d'informations synthétiques, simples et lisibles mobilisant les données les plus récentes, les « Chiffres clés Occitanie » visent à faciliter la connaissance de la région, éclairer les débats et contribuer à l'orientation des politiques publiques mises en œuvre dans les territoires de la région.

Ils s'adressent aux responsables institutionnels mais aussi à un public plus large, soucieux de mieux connaître et comprendre notre région.

Cette publication est également disponible en format numérique sur le site Internet de la DREETS Occitanie :

<https://occitanie.dreets.gouv.fr/Les-Chiffres-cles-publication-annuelle>.

Bonne lecture à tous !

Yannick Aupetit

Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités par intérim

Toutes les remarques ou suggestions que le lecteur voudra bien nous adresser seront les bienvenues pour nous permettre d'améliorer la qualité de ce document qui est actualisé annuellement.

N'hésitez pas à nous contacter à l'adresse suivante : dreets-oc.statistiques@dreets.gouv.fr



Edito..... page 3

1 - CONTEXTE SOCIAL PAGE 7

- 1. Population : démographie, population active, population en emploi..... page 8
- 2. Logement : parc immobilier page 17
- 3. Revenus et précarité :
 - structure du revenu, carte des revenus médians, différences salariales page 18
 - taux de pauvreté, surendettement, points Conseil Budget page 21
- 4. Marché du travail : taux de chômage, demandeurs d'emploi page 23

2 - APPAREIL PRODUCTIF PAGE 29

- 1. Emploi : structure des établissements, structure de l'emploi salarié et non salarié, intérim page 30
- 2. Activité économique
 - PIB, VA page 39
 - Démographie d'entreprise page 40
 - Commerce extérieur page 41

3 - POLITIQUES D'INCLUSION SOCIALE PAGE 43

- 1. Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) page 44
- 2. Politiques du logement : hébergement social et accompagné, expulsions locatives, recours au droit au logement (DALO) page 46
- 3. Solidarités :
 - Dépenses d'aide sociale, minima sociaux (RSA, AAH, ASS, primes d'activité) page 51
 - Distribution de l'aide alimentaire, protection des personnes vulnérables page 53



4 - POLITIQUES D'EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE PAGE 57

- 1. Politiques d'emploi :
 - Alternance : apprentissage et contrats de professionnalisation, contrats aidés (PEC, CIE, Emplois francs) page 58
 - Plan "#1Jeune1solution" : aides à l'embauche, contrats aidés, formation, PIC, PACEA et Garantie Jeunes page 69
 - Accompagnement des jeunes par les missions locales page 73
 - Insertion par l'activité économique page 74
 - Handicap : entreprises adaptées page 76
- 2. Formation professionnelle :
 - Organismes de formation et titres professionnels du ministère de l'emploi page 77
 - VAE page 79
 - Formations aux professions sociales et de santé page 81
- 3. Fonds social européen page 82

5 - DEVELOPPEMENT ET MUTATIONS ECONOMIQUES PAGE 83

- Activité partielle page 84
- Dispositifs d'appui aux mutations économiques page 89
- Plans de sauvegarde de l'emploi, Revitalisation, Ruptures conventionnelles collectives page 90
- Licenciements de salariés protégés, Ruptures conventionnelles individuelles page 91

6 - RELATIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL PAGE 93

- 1. Relations professionnelles :
 - Représentativité syndicale page 94
 - Activité prud'homale page 96
 - Accords d'entreprises page 97
- 2. Santé et sécurité au travail : maladies professionnelles et accidents du travail page 98



7 - ZOOM SUR..... PAGE 101

- L'activité du pôle Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et Métrologie : CCRF, métrologie page 102
- Le système inspection du travail..... page 103
- Le contrôle de la formation professionnelle page 104



CONTEXTE SOCIAL

Population
Logement
Revenus et précarité
Marché du travail

1. Population



Population de la région Occitanie

Source : recensements de la population 2013 et 2018, exploitations principales

	Moins de 25 ans	Evolution 2018/2013	25 ans - moins de 50 ans	Evolution 2018/2013	50 ans - moins de 65 ans	Evolution 2018/2013	65 ans et plus	Evolution 2018/2013	Population totale	Evolution 2018/2013	Part des femmes	Part dép. / région
Ariège	37 581	-3,9%	42 266	-4,3%	33 453	-0,3%	39 766	+10,9%	153 066	+0,3%	51,0%	2,6%
Aude	96 016	-2,0%	103 110	-3,4%	77 565	+2,2%	96 116	+14,1%	372 806	+2,2%	51,9%	6,3%
Aveyron	68 373	-1,1%	75 414	-5,3%	59 688	+0,4%	75 799	+9,0%	279 274	+0,6%	50,7%	4,7%
Gard	207 852	-1,4%	213 591	-4,0%	153 676	+1,7%	170 339	+14,4%	745 458	+1,7%	51,8%	12,7%
Haute-Garonne	438 611	+5,8%	469 787	+2,9%	244 211	+6,6%	228 063	+15,0%	1 380 672	+6,3%	51,3%	23,5%
Gers	45 532	-2,2%	50 641	-6,1%	42 735	+0,6%	52 375	+10,6%	191 283	+0,5%	51,2%	3,3%
Hérault	343 623	+3,9%	352 116	+2,4%	214 973	+4,1%	248 508	+17,6%	1 159 220	+6,1%	52,2%	19,7%
Lot	38 914	-4,7%	44 286	-6,5%	39 599	-0,7%	51 130	+11,9%	173 929	+0,1%	51,4%	3,0%
Lozère	19 376	-2,0%	21 301	-6,3%	16 544	-0,9%	19 299	+10,9%	76 520	-0,1%	50,0%	1,3%
Hautes-Pyrénées	56 476	-2,6%	61 718	-5,1%	49 967	-0,0%	61 030	+9,3%	229 191	+0,1%	51,9%	3,9%
Pyrénées-Orientales	125 582	-0,8%	132 002	-2,6%	95 473	+3,3%	123 301	+13,9%	476 357	+3,0%	52,5%	8,1%
Tarn	102 701	-0,6%	108 095	-3,2%	80 519	+1,2%	97 282	+11,3%	388 596	+1,7%	51,8%	6,6%
Tarn-et-Garonne	73 545	+2,9%	76 912	-1,3%	51 518	+2,6%	57 150	+12,5%	259 124	+3,5%	51,1%	4,4%
Occitanie	1 654 179	+1,5%	1 751 239	-0,9%	1 159 921	+2,9%	1 320 157	+13,7%	5 885 496	+3,5%	51,7%	100,0%
Part des femmes	48,8%		50,8%		51,6%		56,4%		51,7%			
Part Occitanie/France métropolitaine (F.M.)	8,6%		8,7%		9,3%		10,2%		9,1%			

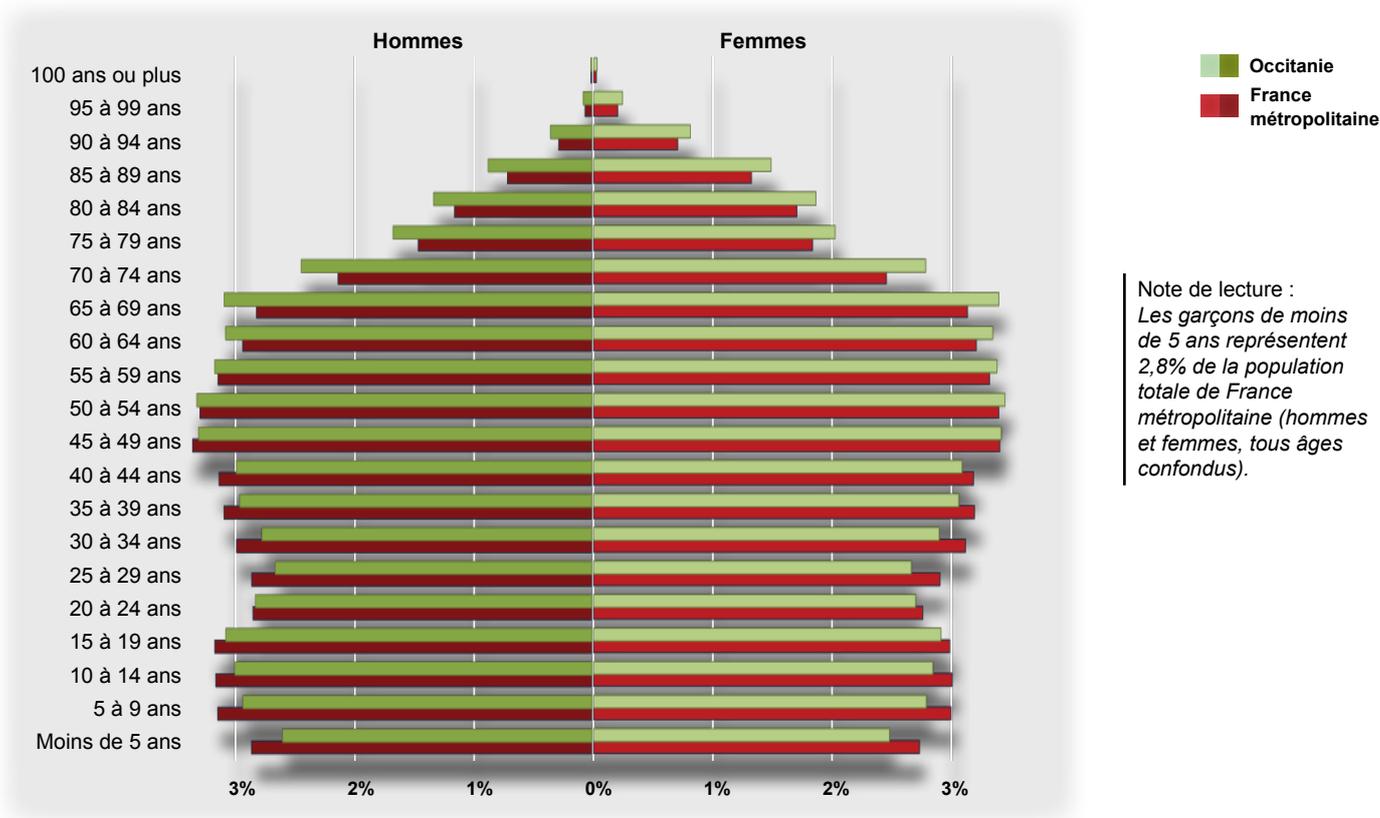
Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras.



1. Population

Pyramide des âges France métropolitaine et Occitanie

Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitation principale



Note de lecture :
Les garçons de moins de 5 ans représentent 2,8% de la population totale de France métropolitaine (hommes et femmes, tous âges confondus).

1. Population



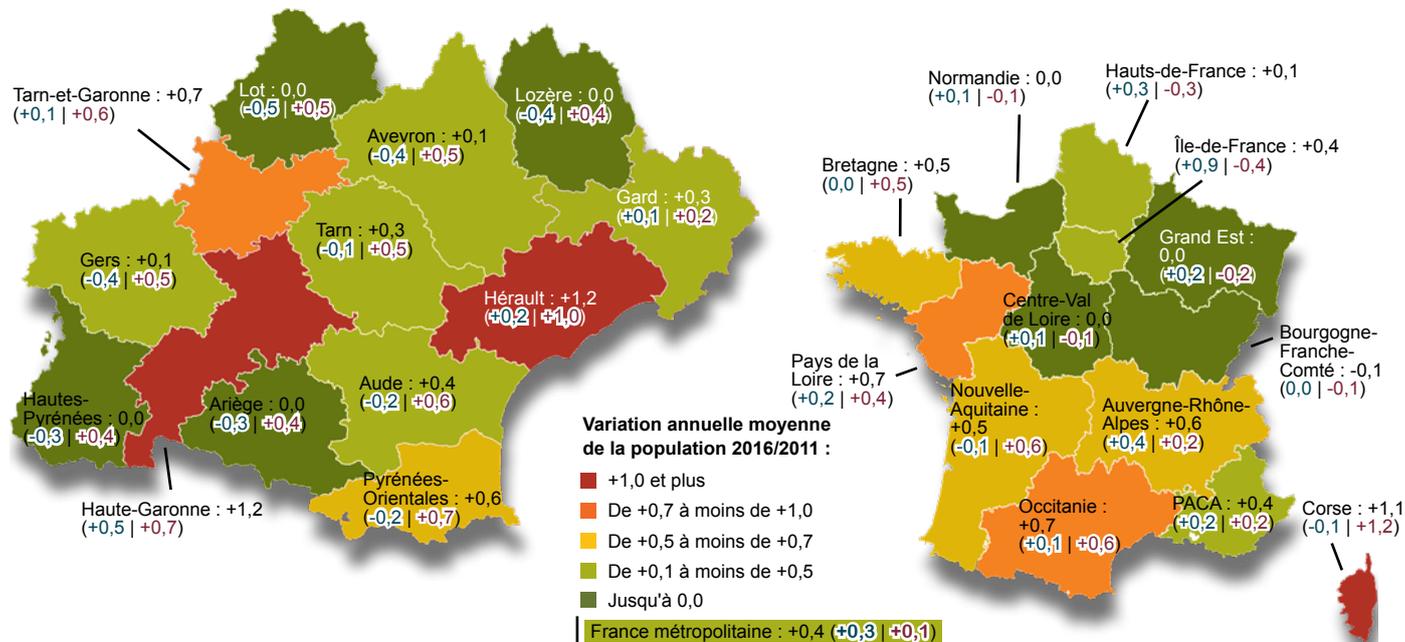
Variation annuelle moyenne de la population entre 2013 et 2018 par département (en %)

Taux annuel moyen (dont : *contribution du solde naturel* | *contribution du solde apparent des entrées sorties*)

Source : Insee - Recensements de la population 2013 et 2018 | fond de carte ©IGN

10

1- Contexte social



Le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés sur un territoire au cours d'une période.
Le solde apparent des entrées-sorties est la différence entre le nombre de personnes qui sont arrivées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont parties au cours d'une période.



1. Population

Indicateurs démographiques précoces 2020

Source : DREES ; Insee, estimations de population 2021 (données provisoires précoces), État civil, indicateurs sociaux départementaux

	Taux de natalité (1)	Taux de mortalité (2)	Espérance de vie à la naissance des hommes	Espérance de vie à la naissance des femmes
Ariège	7,8	12,9	78,7	85,0
Aude	8,7	11,5	79,4	85,1
Aveyron	7,8	12,5	80,2	86,0
Gard	10,1	10,0	79,6	85,3
Haute-Garonne	11,4	7,1	81,5	86,0
Gers	7,4	12,9	79,4	85,6
Hérault	10,5	9,3	79,9	85,7
Lot	7,2	14,1	79,4	85,3
Lozère	7,7	13,0	78,7	85,2
Hautes-Pyrénées	8,1	12,8	80,1	84,6
Pyrénées-Orientales	8,9	12,0	78,7	84,9
Tarn	8,6	11,5	79,8	85,8
Tarn-et-Garonne	9,9	10,3	79,8	85,5
Occitanie	9,8	10,1	80,1	85,5
France métropolitaine	11,0	9,2	79,8	85,7

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras.

1- Nombre de naissances domiciliées pour 1 000 habitants

2- Nombre de décès domiciliés pour 1 000 habitants

1. Population



Taux d'activité de la population de 15 à 64 ans (en %)

Source : Insee - Recensements de la population 2013 et 2018, exploitations principales

	Population active			Taux d'activité										
	Population active de 15 à 64 ans	Evolution 2018/2013	15 à 64 ans			18 à 25 ans			26 à 49 ans			50 à 64 ans		
			Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
Ariège	66 256	-0,1%	73,9	76,0	71,9	71,3	75,6	65,7	90,6	93,3	87,9	64,7	65,3	64,1
Aude	155 469	+0,8%	71,9	74,8	69,0	66,5	71,7	60,9	88,7	92,7	85,0	63,0	64,5	61,5
Aveyron	121 060	-1,0%	75,2	76,7	73,7	68,4	71,4	64,7	92,8	94,6	90,9	66,7	67,6	65,8
Gard	317 883	-0,1%	71,0	74,3	67,8	59,3	62,9	55,4	88,3	92,8	84,1	64,2	67,1	61,5
Haute-Garonne	684 852	+5,5%	75,2	77,9	72,6	51,6	55,1	48,2	92,2	94,6	89,8	73,8	76,8	70,9
Gers	83 039	-0,8%	75,5	77,4	73,7	69,9	73,4	65,8	92,4	94,8	90,2	68,3	69,6	67,0
Hérault	508 421	+5,3%	70,9	73,8	68,2	50,2	53,5	47,0	88,8	92,1	85,7	66,7	69,7	64,1
Lot	73 658	-1,4%	74,9	76,6	73,1	71,0	75,0	66,3	93,1	94,8	91,5	65,8	67,0	64,6
Lozère	33 772	-0,6%	74,4	75,1	73,6	63,6	66,6	60,0	92,5	93,0	91,9	66,4	67,0	65,8
Hautes-Pyrénées	97 998	-1,3%	72,6	73,9	71,4	60,3	61,4	58,8	90,7	93,0	88,4	65,8	66,7	65,1
Pyrénées-Orientales	192 033	+1,5%	69,7	72,4	67,2	59,2	62,1	56,2	86,4	89,9	83,2	62,4	64,8	60,2
Tarn	167 617	+0,5%	73,7	75,9	71,5	62,7	66,9	58,2	91,6	94,3	89,0	65,9	67,4	64,5
Tarn-et-Garonne	114 539	+2,1%	74,3	77,1	71,5	68,7	73,0	63,7	90,6	94,2	87,2	65,9	68,1	63,7
Occitanie	2 616 596	+2,5%	72,9	75,6	70,4	56,7	60,4	52,7	90,3	93,3	87,3	67,1	69,4	65,0
France métropolitaine	29 946 345	+0,6%	74,3	77,0	71,6	59,5	62,8	56,1	91,2	94,3	88,2	67,9	70,5	65,4

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population de la classe d'âge correspondante.



1. Population

Taux d'emploi de la population de 15 à 64 ans (en %)

Source : Insee - Recensements de la population 2013 et 2018, exploitations principales

	Population en emploi			Taux d'emploi										
	Population en emploi de 15 à 64 ans	Evolution 2018/2013	15 à 64 ans			18 à 25 ans			26 à 49 ans			50 à 64 ans		
			Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Ariège	56 238	+0,1%	62,7	65,0	60,4	51,2	55,7	45,4	77,4	81,0	73,9	57,1	57,6	56,6
Aude	128 249	+1,5%	59,3	62,7	56,0	44,8	49,8	39,3	74,1	78,9	69,7	54,2	56,3	52,3
Aveyron	109 655	-0,9%	68,2	70,1	66,1	55,0	58,6	50,3	84,5	87,1	81,9	62,1	63,3	60,9
Gard	264 388	+0,2%	59,1	62,6	55,7	39,6	42,5	36,5	74,6	79,9	69,6	55,7	58,7	52,9
Haute-Garonne	599 776	+6,0%	65,9	69,1	62,7	39,2	42,3	36,3	81,6	85,3	77,9	67,3	70,3	64,5
Gers	74 061	-1,7%	67,3	69,4	65,3	53,0	56,2	49,1	83,2	85,9	80,6	62,6	64,3	60,9
Hérault	422 326	+5,6%	58,9	61,6	56,4	33,6	35,4	31,8	75,0	78,6	71,7	58,2	61,0	55,7
Lot	64 223	-2,0%	65,3	67,1	63,4	52,4	55,4	48,9	81,9	84,0	79,7	59,0	60,6	57,6
Lozère	30 569	-1,2%	67,3	67,9	66,7	49,8	52,6	46,4	84,3	84,8	83,8	62,0	62,4	61,6
Hautes-Pyrénées	84 805	-1,7%	62,9	64,4	61,4	44,3	45,9	42,2	79,2	82,1	76,5	58,8	59,8	57,9
Pyrénées-Orientales	155 492	+1,2%	56,4	59,0	54,0	36,6	37,9	35,2	71,3	75,3	67,6	53,0	55,4	50,9
Tarn	144 947	+0,7%	63,7	66,3	61,1	44,8	48,3	41,0	80,2	83,9	76,6	59,0	60,6	57,4
Tarn-et-Garonne	98 713	+2,2%	64,0	67,7	60,3	48,8	53,1	43,9	78,9	84,2	73,9	59,3	62,0	56,7
Occitanie	2 233 443	+2,7%	62,3	65,2	59,4	40,3	43,3	37,1	78,0	81,9	74,3	59,6	62,0	57,4
France métropolitaine	26 066 191	+0,8%	64,7	67,5	61,8	44,3	46,8	41,8	80,4	84,1	76,7	61,2	63,8	58,8

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras.

Taux d'emploi : rapport entre le nombre d'actifs ayant un emploi et l'ensemble de la population de la classe d'âge correspondante.

1. Population



Structure départementale de la population en emploi de 15 ans et plus par catégorie socioprofessionnelle (%)

Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitation complémentaire

	Agriculteurs exploitants	Ouvriers	Employés	Professions intermédiaires	Cadres, professions intellectuelles sup.	Artisans, commerçants, chefs entreprise	Ensemble
Ariège	4,1	19,4	31,4	25,2	10,0	9,9	57 297
Aude	3,6	19,9	30,7	25,0	10,9	9,9	131 314
Aveyron	8,4	21,8	27,2	23,4	9,9	9,3	112 035
Gard	1,7	18,7	29,5	26,6	13,6	9,9	269 403
Haute-Garonne	0,7	13,9	24,0	27,9	27,1	6,3	607 486
Gers	7,2	20,3	27,0	24,5	11,9	9,0	75 889
Hérault	1,5	15,3	28,1	27,4	18,5	9,2	430 812
Lot	5,8	20,8	27,6	23,2	12,1	10,6	65 259
Lozère	10,0	18,8	29,4	24,1	9,0	8,8	31 600
Hautes-Pyrénées	3,0	19,5	32,7	25,3	10,9	8,6	86 529
Pyrénées-Orientales	1,6	18,7	32,0	25,8	11,7	10,2	158 792
Tarn	3,4	20,0	28,8	26,6	12,6	8,6	147 401
Tarn-et-Garonne	3,7	22,3	29,6	24,6	11,4	8,4	99 964
Occitanie	2,5	17,4	27,9	26,4	17,1	8,6	2 273 779
France métropolitaine (F.M.)	1,5	20,0	27,3	26,0	18,5	6,7	26 250 938
Part Occitanie / F.M.	14,3	7,5	8,8	8,7	7,9	11,1	8,6

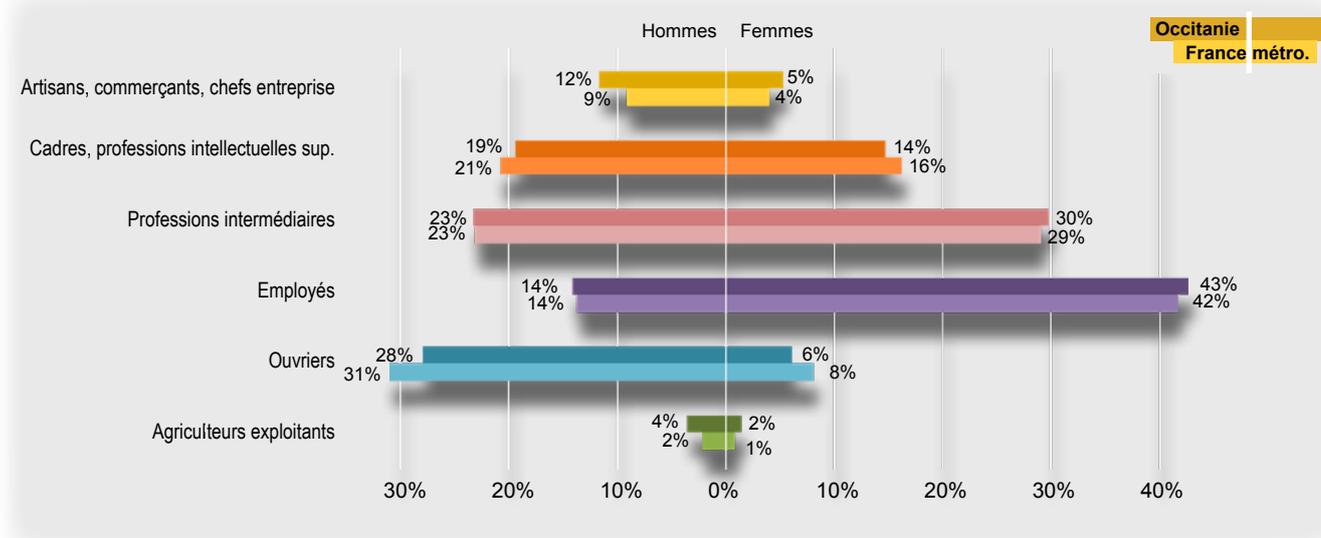
Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras.



1. Population

Structure de la population en emploi de 15 ans et plus par sexe et catégorie socioprofessionnelle

Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitation complémentaire



Part des femmes dans la population en emploi :

Occitanie : 48,2%

France métropolitaine : 48,3%

Note de lecture :

En Occitanie, 5% des femmes en emploi sont artisanes, commerçantes ou cheffes d'entreprise contre 12% des hommes en emploi.

En France métropolitaine, 4% des femmes en emploi sont artisanes, commerçantes ou cheffes d'entreprise contre 9% des hommes en emploi.

1. Population



Structure des emplois occupés par la population active de 15 ans et plus

Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitation principale. Champ : actifs de 15 et plus ayant un emploi.

	CDI	CDD	Intérim	Autres contrats ¹	Non salariés	Total général
Ariège	65,1%	11,1%	1,5%	3,1%	19,2%	57 208
Aude	66,2%	10,7%	1,3%	3,0%	18,8%	130 564
Aveyron	66,4%	7,1%	1,3%	2,8%	22,4%	111 848
Gard	69,0%	8,9%	1,5%	3,2%	17,5%	269 351
Haute-Garonne	73,9%	8,1%	2,0%	3,1%	12,9%	607 549
Gers	65,7%	8,6%	1,6%	2,7%	21,4%	75 825
Hérault	68,1%	9,5%	1,4%	3,3%	17,6%	430 055
Lot	65,1%	8,8%	1,5%	2,9%	21,7%	65 653
Lozère	66,3%	7,8%	0,5%	3,1%	22,3%	31 117
Hautes-Pyrénées	67,5%	11,0%	1,5%	2,8%	17,1%	86 489
Pyrénées-Orientales	66,7%	9,9%	1,4%	3,5%	18,5%	158 266
Tarn	69,4%	8,7%	1,7%	2,9%	17,3%	147 182
Tarn-et-Garonne	68,9%	9,8%	2,0%	2,8%	16,5%	100 340
Occitanie	69,3%	9,0%	1,6%	3,1%	17,0%	2 271 447
<i>Part des temps partiels</i>	<i>16,0%</i>	<i>40,0%</i>	<i>23,6%</i>	<i>37,8%</i>	<i>15,2%</i>	<i>18,8%</i>
Effectif total	1 574 062	204 787	36 536	70 601	385 461	2 271 447
France métropolitaine	73,5%	8,4%	1,9%	3,1%	13,1%	26 455 882
<i>Part des temps partiels</i>	<i>14,0%</i>	<i>37,3%</i>	<i>19,9%</i>	<i>38,8%</i>	<i>14,5%</i>	<i>16,9%</i>
Part Occitanie / F.M.	8,1%	9,2%	7,2%	8,5%	11,1%	8,6%

1. Autres contrats: apprentissage, contrat aidé, stagiaires rémunérés



2. Logement

Parc des logements et statut d'occupation au 1er janvier 2018

Source : Insee, RP2018 exploitation principale

	Nombre total de logements	Répartition par type de logements (%)			Part des logements sur-occupés* (%)	Statut d'occupation des résidences principales (%)		
		Résidences principales	Résidences secondaires et logements occasionnels	Logements vacants		Propriétaires	Locataires	Logés gratuitement
Ariège	110 200	65,7	24,6	9,7	3,8	66,3	30,7	3,0
Aude	263 900	66,0	25,4	8,5	4,9	62,3	35,0	2,7
Aveyron	182 000	71,8	17,4	10,8	3,9	69,3	28,3	2,4
Gard	428 100	78,5	13,1	8,4	6,7	59,1	38,2	2,7
Haute-Garonne	728 200	88,3	4,4	7,3	10,6	52,3	45,7	2,0
Gers	111 200	79,9	9,6	10,6	3,0	68,9	28,2	2,9
Hérault	729 700	74,4	18,3	7,3	11,7	53,2	44,4	2,4
Lot	119 000	70,6	18,6	10,8	4,3	69,8	27,5	2,8
Lozère	61 300	57,4	32,2	10,4	4,6	65,6	30,7	3,7
Hautes-Pyrénées	162 700	67,2	23,3	9,5	4,5	64,9	32,6	2,5
Pyrénées-Orientales	352 700	63,6	28,2	8,2	6,7	59,7	37,5	2,8
Tarn	212 900	83,4	7,4	9,2	4,2	66,8	31,0	2,1
Tarn-et-Garonne	132 600	84,4	5,8	9,9	4,3	66,4	31,4	2,2
Occitanie	3 594 600	76,0	15,6	8,4	7,7	59,0	38,5	2,4
France métropolitaine	35 309 800	82,1	9,8	8,1	9,6	57,6	40,2	2,2
Part Occitanie / F.M.	10%	9%	16%	11%	8%	10%	10%	12%

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras.

* Un logement est sur-occupé quand il lui manque au moins 1 pièce par rapport à la norme d'« occupation normale » fondée sur : 1 pièce de séjour/ménage ; 1 pièce/personne de la famille ; 1 pièce/autre personne hors couple. On compte 1 pièce pour 2 enfants (moins de 19 ans) s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans, sinon 1 pièce par enfant.

3. Revenus et précarité



Structure des revenus* par département en Occitanie en 2019

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal

18

1- Contexte social

	Revenu médian**	Part des salaires et traitements hors chômage (%)	Part des indemnités chômage (%)	Part des revenus d'activités non salariées (%)	Part des pensions, retraites et rentes (%)	Part des autres revenus (%)
Ariège	19 180 €	48,9	3,3	5,5	36,9	5,4
Aude	18 640 €	47,1	3,4	6,3	37,3	5,9
Aveyron	20 170 €	48,5	2,2	7,7	34,3	7,3
Gard	19 560 €	52,4	3,5	5,7	32,2	6,2
Haute-Garonne	23 390 €	64,9	2,9	4,9	21,6	5,7
Gers	20 400 €	50,0	2,5	6,7	34,2	6,6
Hérault	20 070 €	52,9	3,7	6,4	30,0	7,0
Lot	20 380 €	45,1	2,7	6,4	39,7	6,1
Lozère	19 880 €	50,1	2,4	7,5	33,6	6,4
Hautes-Pyrénées	20 210 €	49,6	3,1	5,7	37,1	4,5
Pyrénées-Orientales	18 820 €	46,1	3,8	6,4	37,2	6,5
Tarn	19 990 €	51,8	3,0	5,7	33,7	5,8
Tarn-et-Garonne	19 600 €	55,4	3,1	5,4	30,4	5,7
Occitanie	20 450 €	54,5	3,2	5,9	30,3	6,1
France métropolitaine	21 640 €	59,3	2,8	5,0	26,6	6,3

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras.

* Le revenu déclaré par unité de consommation (UC) est le "revenu par équivalent adulte". Il est calculé en rapportant le revenu du ménage au nombre d'unités de consommation qui le composent. Toutes les personnes rattachées au même ménage fiscal ont le même revenu déclaré par UC.

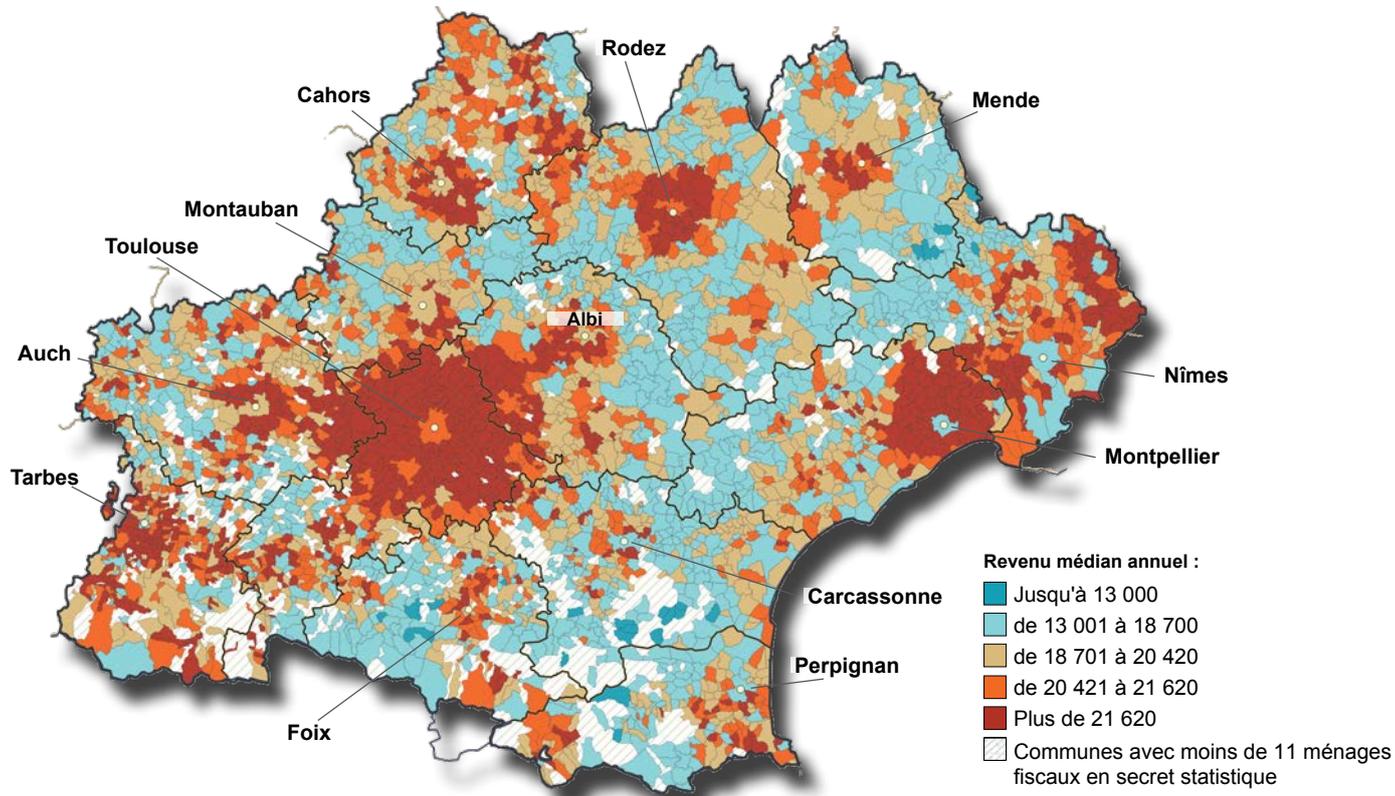
** Le revenu médian est le revenu tel que 50 % des revenus se situent en-dessous de sa valeur et 50% au-dessus (partage de la distribution en 2 parties égales). Il se différencie du salaire moyen qui est la moyenne de l'ensemble des salaires de la population considérée.



3. Revenus et précarité

Carte des revenus médians en Occitanie en 2019

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal | Géographie au 01/01/2021 | fond de carte ©IGN



3. Revenus et précarité



Salaire net horaire moyen (en euros) en 2019

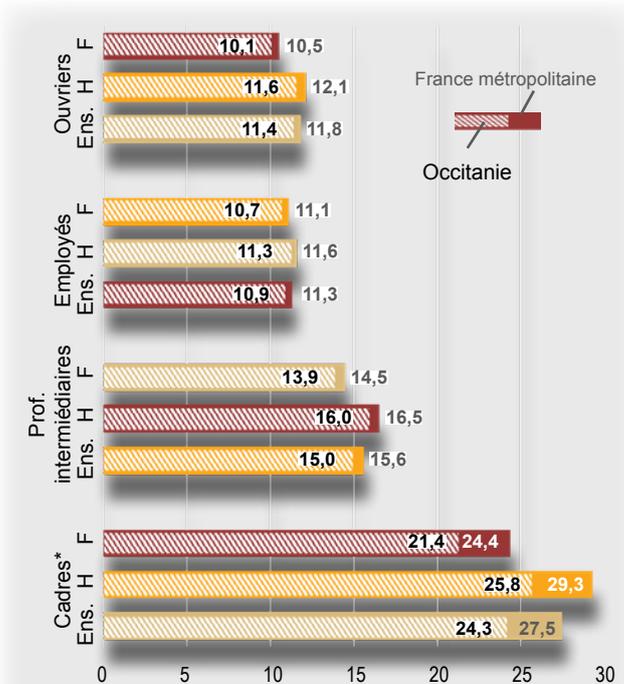
Source : Insee, Bases Tous salariés, fichier salariés au lieu de résidence.

Par sexe et département

	Ensemble en €	Hommes en €	Femmes en €	Ecart F/H en €
Ariège	13,0	13,9	11,7	-2,2
Aude	12,8	13,5	11,8	-1,7
Aveyron	13,0	13,8	11,9	-1,9
Gard	14,1	15,2	12,6	-2,6
Haute-Garonne	16,5	17,9	14,5	-3,4
Gers	13,7	14,6	12,4	-2,2
Hérault	14,4	15,4	13,0	-2,3
Lot	13,1	14,0	12,0	-2,0
Lozère	12,2	12,7	11,5	-1,2
Hautes-Pyrénées	13,0	13,9	11,8	-2,1
Pyrénées-Orientales	12,9	13,6	12,0	-1,6
Tarn	13,7	14,6	12,4	-2,2
Tarn-et-Garonne	13,5	14,5	12,1	-2,3
Occitanie	14,5	15,6	13,0	-2,6
France métropolitaine	15,7	16,8	14,2	-2,6

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras.

Selon la catégorie socioprofessionnelle des résidents, en Occitanie et France métropolitaine



* Cadres, professions intellectuelles supérieures et chefs d'entreprises salariés.

Champ : secteur privé et entreprises publiques hors agriculture, catégorie socioprofessionnelle du principal poste occupé par le salarié dans l'année.



3. Revenus et précarité

Taux de pauvreté monétaire en 2019

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal

	Taux de pauvreté de l'ensemble des ménages (%)	Taux de pauvreté des ménages dont le référent fiscal est âgé de ... (%)					
		moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus
Ariège	17,9	27,7	23,2	20,5	17,7	13,2	13,1
Aude	20,2	31,5	25,9	23,4	20,5	14,6	14,2
Aveyron	13,8	21,0	15,9	15,5	13,7	10,1	13,2
Gard	19,6	29,7	23,1	22,7	19,7	15,2	12,7
Haute-Garonne	13,2	25,0	14,2	13,7	11,8	9,0	9,8
Gers	14,7	22,3	16,4	15,6	14,7	11,4	15,3
Hérault	19,0	31,7	21,9	21,6	19,2	13,8	12,2
Lot	14,8	23,7	17,1	17,4	15,7	10,9	12,7
Lozère	14,7	21,2	16,4	15,1	14,9	11,1	15,1
Hautes-Pyrénées	14,7	25,3	19,2	16,6	14,3	10,6	12,1
Pyrénées-Orientales	20,7	34,1	26,4	24,4	22,0	14,1	13,4
Tarn	15,1	25,1	18,2	17,1	15,0	10,7	12,0
Tarn-et-Garonne	16,4	24,7	18,9	18,0	16,3	12,2	13,7
Occitanie	16,8	27,6	19,5	18,8	16,6	12,3	12,4
France métropolitaine	14,5	22,7	16,8	16,5	14,2	10,3	9,6
Rang Occitanie / 13 régions métropolitaines¹	10	12	11	10	10	10	12

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras.

1. Rang : pour le taux de pauvreté de l'ensemble des ménages, l'Occitanie est au 10ème rang des 13 régions de France métropolitaine. 3 régions ont un taux de pauvreté plus important, les 9 autres régions ayant un taux moins élevé.

Le taux de pauvreté monétaire est la part d'une population ayant des ressources inférieures à 60 % du revenu médian de la population totale.

3. Revenus et précarité



Surendettement

Points Conseil Budget¹ en 2021

Source : DREETS Occitanie, pôle Cohésion Sociale, DGCS

	Nombre Points Conseil Budget (PCB)	dont PCB labellisés en :		
		2021	2020	2019 ²
Ariège	3	2	-	1
Aude	4	1	1	2
Aveyron	2	1	1	-
Gard	5	2	1	2
Haute-Garonne	8	1	3	4
Gers	2	1	-	1
Hérault	7	1	2	4
Lot	2	1	-	1
Lozère	2	1	-	1
Hautes-Pyrénées	3	2	-	1
Pyrénées-Orientales	5	2	1	2
Tarn	3	1	1	1
Tarn-et-Garonne	2	-	1	1
Occitanie	48	16	11	21

Part des ménages endettés sous le seuil de pauvreté surendettés : 60,3%

France métropolitaine : 133 676 225 16 075 €

Part Occitanie /France métropolitaine : 8,2% 91,6% 95,7%

1. Les Points Conseil Budget (PCB) sont des structures labellisées par l'Etat. Ils proposent un service gratuit, universel et inconditionnel à toute personne confrontée à des difficultés financières souhaitant un accueil, un accompagnement, une orientation dans la gestion de son budget ou en cas de surendettement. Les objectifs des PCB sont de prévenir le surendettement et de favoriser l'éducation budgétaire.

2. Le Label 2019 a été renouvelé en 2022 pour trois années.

Dossiers de surendettement en 2021

Source : Banque de France, enquête typologie

Dossiers de surendettement jugés recevables ³	Situations de surendettement pour 100 000 hab. ⁴	Endettement médian ⁵ des ménages
316	229	13 813 €
898	259	13 920 €
383	146	13 746 €
1 340	203	16 493 €
2 349	188	15 932 €
352	199	15 322 €
2 132	206	16 340 €
320	187	10 986 €
93	123	15 567 €
420	205	16 586 €
1 186	272	14 611 €
716	209	13 555 €
490	200	15 454 €
10 995	206	15 381 €

3. Nombre de personnes dont le dossier a été déclaré ou jugé recevable

4. Population résidente du territoire considéré, âgée de 15 ans et plus

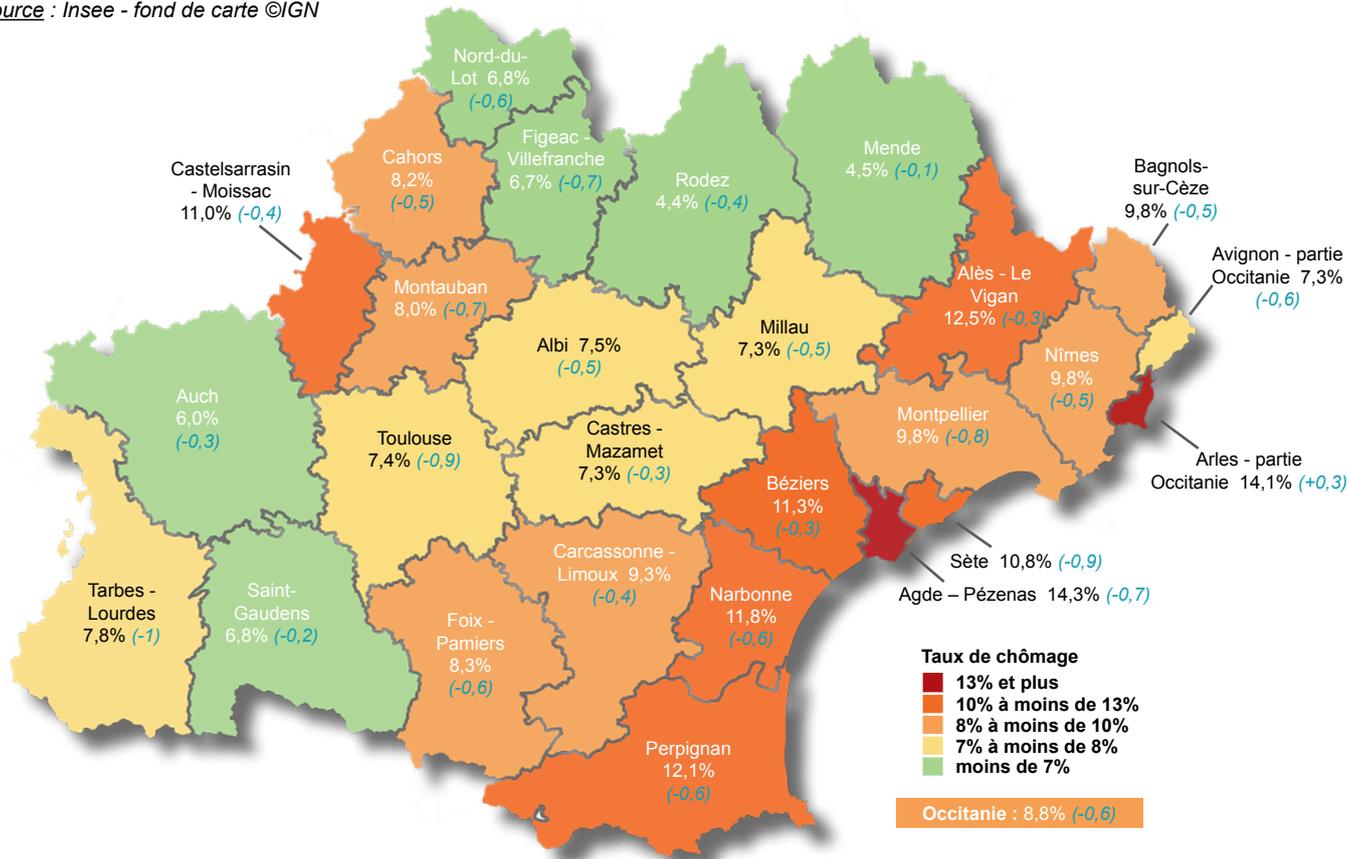
5. Hors immobilier



4. Marché du travail

Taux de chômage localisés au 4^{ème} trimestre 2021 par zone d'emploi (et évolution annuelle en points)

Source : Insee - fond de carte ©IGN



4. Marché du travail



Taux de chômage trimestriel localisés (en %)

Source : Insee

24

1- Contexte social

par département	T4 2021	Evolution annuelle*	Evol. depuis T4 2011*
Ariège	9,3	-0,5	-1,9
Aude	10,1	-0,5	-2,2
Aveyron	5,6	-0,4	-0,7
Gard	10,2	-0,5	-1,9
Haute-Garonne	7,5	-0,7	-1,8
Gers	5,8	-0,3	-1,2
Hérault	10,3	-0,8	-2,7
Lot	7,3	-0,6	-1,6
Lozère	4,6	-0,2	-0,7
Hautes-Pyrénées	7,8	-1,1	-2,3
Pyrénées-Orientales	11,7	-0,8	-1,2
Tarn	7,6	-0,5	-2,7
Tarn-et-Garonne	8,7	-0,6	-1,6
Occitanie	8,8	-0,6	-1,9
France Métropolitaine	7,2	-0,6	-1,8

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras.

* Evolution en points

par zone d'emploi	T4 2021	Evolution annuelle*	Evol. depuis T4 2011*
Agde - Pézenas	14,3	-0,7	-1,9
Albi	7,5	-0,5	-2,6
Alès - Le Vigan	12,5	-0,3	-1,3
Auch	6,0	-0,3	-1,1
Bagnols-sur-Cèze	9,8	-0,5	-0,6
Béziers	11,3	-0,3	-1,6
Cahors	8,2	-0,5	-2,3
Carcassonne - Limoux	9,3	-0,4	-2,4
Castelsarrasin - Moissac	11,0	-0,4	-0,3
Castres - Mazamet	7,3	-0,3	-2,6
Figeac - Villefranche	6,7	-0,7	-1,1
Foix - Pamiers	8,3	-0,6	-2,1
Mende	4,5	-0,1	-0,6
Millau	7,3	-0,5	-1,1
Montauban	8,0	-0,7	-2,0
Montpellier	9,8	-0,8	-2,8
Narbonne	11,8	-0,6	-2,1
Nîmes	9,8	-0,5	-2,4
Nord-du-Lot	6,8	-0,6	-0,8
Perpignan	12,1	-0,6	-1,0
Rodez	4,4	-0,4	-0,5
Saint-Gaudens	6,8	-0,2	-1,8
Sète	10,8	-0,9	-3,8
Tarbes - Lourdes	7,8	-1,0	-2,1
Toulouse	7,4	-0,9	-1,9
Arles - partie Occitanie	14,1	+0,3	+0,4
Avignon - partie Occitanie	7,3	-0,6	-1,4



4. Marché du travail

Nombre moyen de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi par catégorie au 4^{ème} trimestre 2021

Source : Pôle emploi-Dares, données corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO)

	Cat. A	% Evolution annuelle	Cat. B et C	% Evolution annuelle	Cat. ABC	% Evolution annuelle	Cat. ABCDE	% Evolution annuelle
Ariège	8 820	-10,0%	5 640	+9,1%	14 460	-3,5%	16 700	-1,2%
Aude	22 410	-9,3%	14 310	+5,8%	36 720	-4,0%	41 870	-2,5%
Aveyron	9 670	-12,4%	8 370	+6,8%	18 040	-4,4%	20 860	-2,7%
Gard	47 190	-9,1%	29 230	+5,1%	76 430	-4,1%	85 690	-3,0%
Haute-Garonne	75 240	-13,8%	56 220	+7,9%	131 460	-5,7%	149 300	-4,4%
Gers	6 860	-11,1%	6 050	+2,7%	12 910	-5,1%	15 270	-2,2%
Hérault	77 810	-10,9%	50 300	+6,9%	128 110	-4,6%	143 720	-3,5%
Lot	7 860	-12,1%	6 180	+5,3%	14 050	-5,1%	16 140	-2,7%
Lozère	2 280	-8,4%	2 040	+0,5%	4 320	-4,4%	5 150	-2,8%
Hautes-Pyrénées	11 250	-15,8%	8 480	+8,0%	19 740	-6,9%	22 720	-4,8%
Pyrénées-Orientales	33 400	-10,1%	21 120	+8,5%	54 510	-3,7%	60 490	-2,5%
Tarn	18 310	-9,8%	13 990	+4,5%	32 300	-4,1%	37 840	-2,7%
Tarn-et-Garonne	14 490	-11,2%	11 650	+7,9%	26 140	-3,6%	29 410	-1,6%
Occitanie	335 590	-11,3%	233 590	+6,8%	569 180	-4,7%	645 150	-3,3%
France métropolitaine	3 127 500	-13,0%	2 266 800	+5,9%	5 394 200	-5,9%	6 107 400	-4,4%

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras.

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi :

A : tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

B : tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78h ou moins au cours du mois)

C : tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78h au cours du mois)

D : non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Ils peuvent être en stage ou formation, en maladie, en contrat de sécurisation professionnelle (CSP).

E : non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi en emploi (ex. : bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

4. Marché du travail



Part des demandeurs d'emploi inscrits en catégories ABC au 4^{ème} trimestre 2021 selon leurs

caractéristiques : âge, sexe et ancienneté (en %)

Source : Pôle emploi-Dares, données CVS-CJO

	Part des femmes	Part des jeunes (moins de 25 ans)	Part des seniors (50 ans et plus)	Part des demandeurs d'emploi de longue durée	
				Inscrits depuis 1 an et plus	dont 2 ans et plus
Ariège	52,1	10,9	29,3	49,2	10,5
Aude	53,6	12,4	31,9	51,3	10,7
Aveyron	54,2	12,6	28,9	47,9	10,4
Gard	51,2	12,2	30,4	51,4	11,2
Haute-Garonne	52,9	11,9	23,9	48,0	10,5
Gers	53,3	11,5	34,2	48,1	10,8
Hérault	50,4	12,2	27,1	50,3	11,1
Lot	52,4	10,4	33,0	50,7	11,2
Lozère	53,2	12,7	30,1	48,4	10,6
Hautes-Pyrénées	53,1	11,9	31,9	50,3	11,9
Pyrénées-Orientales	50,6	12,0	30,6	50,4	11,2
Tarn	54,0	12,8	29,1	49,4	10,7
Tarn-et-Garonne	53,3	12,9	26,5	50,7	10,9
Occitanie	52,0	12,1	28,2	49,8	10,9
France métropolitaine	51,7	12,3	27,3	49,2	29,7

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras.

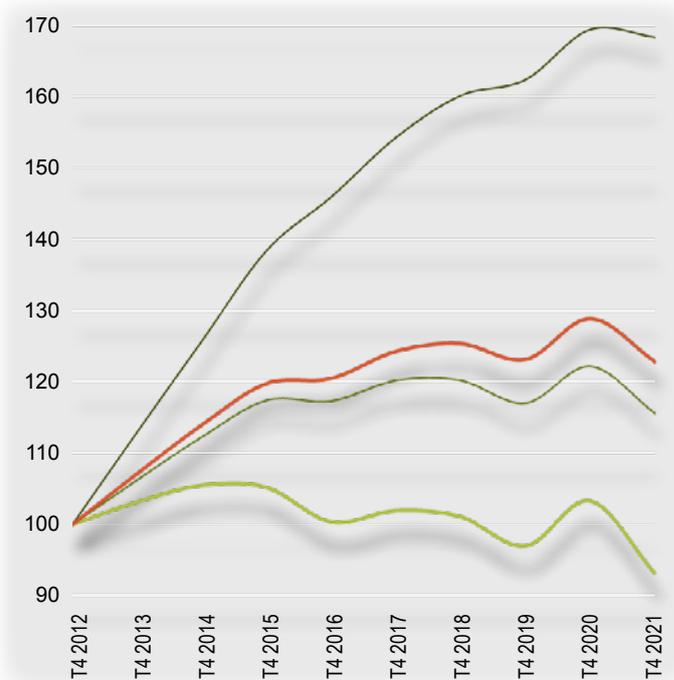
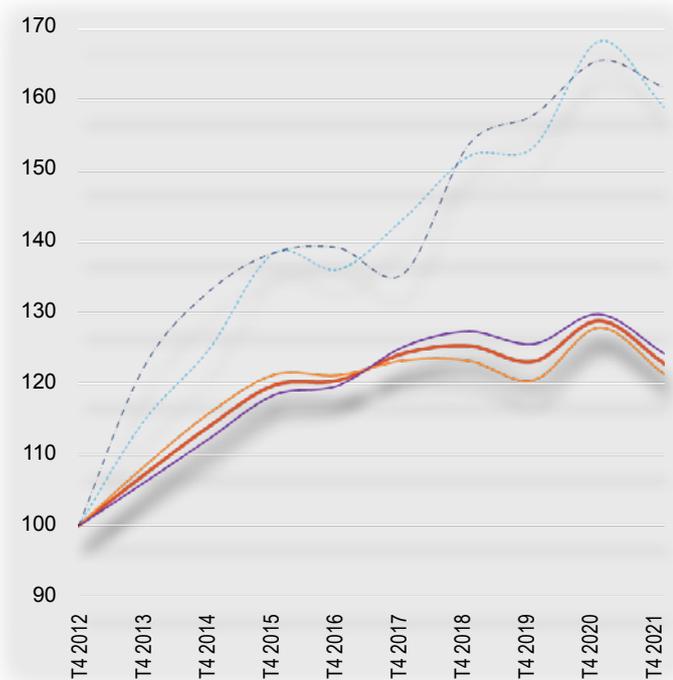


4. Marché du travail

Evolution de la demande d'emploi de catégories ABC au 4^{ème} trimestre de l'année selon la typologie du public en Occitanie, période de 2012 à 2021

Source : Pôle emploi-Dares, données CVS-CJO - base 100 au T4 2012

- Inscrits depuis 1 an et +
- Inscrits depuis 2 ans et +
- Hommes
- Femmes
- DE ABC
- Moins de 25 ans
- 25-49 ans
- 50 ans et plus



4. Marché du travail



La demande d'emploi dans les deux métropoles de la région Occitanie au 4^{ème} trimestre 2021

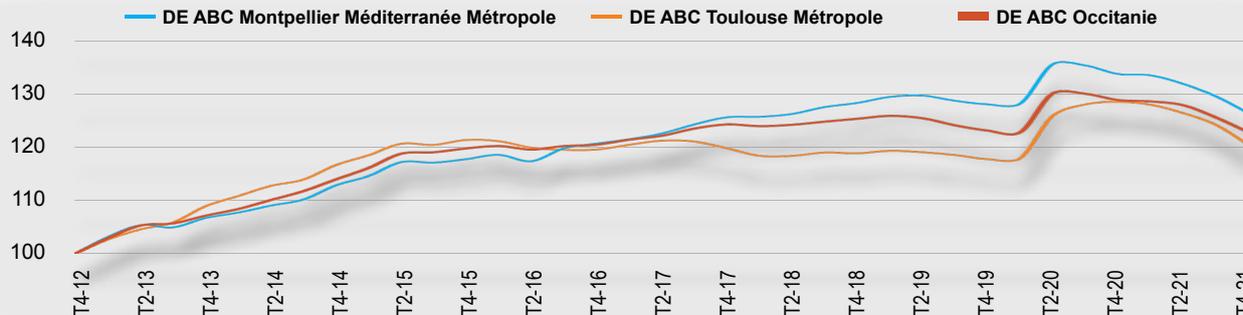
Source : Pôle emploi-Dares, données CVS-CJO

28

1- Contexte social

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi au 4 ^{ème} trimestre 2021	cat. A	cat. B	cat. C	cat. ABC	cat. D	cat. E	Cat. ABCDE
Toulouse Métropole	50 070	12 210	22 830	85 110	5 760	5 010	95 890
Poids métropole / Haute-Garonne	66,5%	65,5%	60,7%	64,7%	66,6%	54,5%	64,2%
Poids métropole / Occitanie	14,9%	15,6%	14,7%	15,0%	16,2%	12,4%	14,9%
Montpellier Méditerranée Métropole	33 150	7 810	13 470	54 430	3 890	2 660	60 980
Poids métropole / Hérault	42,6%	44,1%	41,3%	42,5%	48,6%	34,9%	42,4%
Poids métropole / Occitanie	9,9%	10,0%	8,7%	9,6%	11,0%	6,6%	9,5%

Evolution de la demande d'emploi de catégories ABC entre le 4^{ème} trimestre 2012 et le 4^{ème} trimestre 2021 (base 100 au T4 2012)





APPAREIL PRODUCTIF

Emploi
Activité économique

1. Emploi



Répartition des établissements par taille et département au 31 décembre 2019

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (REE), données définitives

	Etablissements non employeurs		Etablissements employeurs					
	Nombre	Part dans le total des étab.	Nombre	Part dans le total des étab.	Répartition par tranche d'effectifs (%)			
					1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés et +
Ariège	14 409	76,6%	4 400	23,4%	81,4	10,0	5,6	3,0
Aude	36 247	77,1%	10 755	22,9%	82,1	9,6	5,1	3,1
Aveyron	28 052	75,0%	9 327	25,0%	81,4	9,7	5,5	3,3
Gard	62 090	75,3%	20 386	24,7%	82,3	9,4	5,3	3,0
Haute-Garonne	107 368	73,9%	37 831	26,1%	77,0	11,1	7,3	4,6
Gers	23 103	77,9%	6 566	22,1%	83,9	7,9	5,1	3,0
Hérault	118 498	77,2%	34 929	22,8%	81,2	9,7	5,8	3,3
Lot	18 207	76,7%	5 540	23,3%	82,8	9,1	5,4	2,7
Lozère	8 166	74,9%	2 735	25,1%	81,1	9,0	6,5	3,4
Hautes-Pyrénées	21 624	75,9%	6 870	24,1%	81,5	8,9	6,1	3,4
Pyrénées-Orientales	43 138	75,9%	13 663	24,1%	81,2	10,1	5,6	3,1
Tarn	31 535	74,5%	10 811	25,5%	80,9	9,9	5,8	3,4
Tarn-et-Garonne	21 492	75,4%	7 007	24,6%	79,8	10,2	6,4	3,7
Occitanie	533 929	75,8%	170 820	24,2%	80,6	9,9	6,0	3,5
France métropolitaine	4 962 175	73,3%	1 807 859	26,7%	78,6	10,5	6,7	4,2

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras.



1. Emploi

Répartition des établissements par secteur et département au 31 décembre 2019

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (REE), données définitives

	Agriculture	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
Etablissements employeurs :						
Ariège	3,4%	9,2%	11,2%	18,9%	57,3%	4 400
Aude	10,6%	6,6%	11,0%	20,5%	51,3%	10 755
Aveyron	10,5%	9,6%	11,9%	20,6%	47,4%	9 327
Gard	6,2%	7,6%	13,6%	20,9%	51,7%	20 386
Haute-Garonne	1,4%	6,3%	11,8%	19,9%	60,6%	37 831
Gers	16,0%	6,9%	10,6%	18,2%	48,3%	6 566
Hérault	4,2%	5,7%	12,9%	20,0%	57,3%	34 929
Lot	7,1%	9,4%	12,2%	20,2%	51,1%	5 540
Lozère	5,3%	8,6%	11,8%	17,4%	57,0%	2 735
Hautes-Pyrénées	3,2%	8,2%	9,8%	19,8%	59,0%	6 870
Pyrénées-Orientales	5,2%	6,0%	12,9%	21,8%	54,1%	13 663
Tarn	5,8%	10,9%	12,1%	21,6%	49,7%	10 811
Tarn-et-Garonne	8,2%	8,3%	12,2%	22,1%	49,2%	7 007
Occitanie	5,4%	7,2%	12,2%	20,3%	54,9%	170 820
France métropolitaine	4,6%	7,2%	11,8%	19,9%	56,6%	1 807 859
Etablissements non employeurs :						
Occitanie	18,2%	6,9%	10,7%	13,5%	50,7%	533 929
France métropolitaine	11,6%	5,5%	9,8%	14,6%	58,6%	4 962 175

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras.

1. Emploi



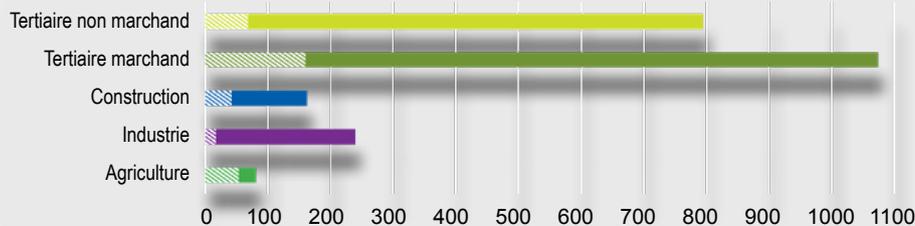
Répartition de l'emploi total par secteur d'activité en 2020

Source : Insee, estimations annuelles d'emploi - Champ : emploi total, y compris non marchand et agriculture

Répartition de l'emploi salarié (par sexe) et non salarié par secteur d'activité en Occitanie et France métropolitaine

	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	Tertiaire non marchand	Occitanie	France métropolitaine	Part région / F.M.
Femmes	7 019	61 433	14 388	436 048	496 981	1 015 869	12 289 639	8,3%
Hommes	20 061	161 347	105 708	478 481	229 422	995 019	12 297 353	8,1%
Salariés	27 080	222 780	120 096	914 529	726 403	2 010 888	24 586 992	8,2%
Evolution 2009/2019 (%)	25,2%	5,1%	-2,0%	9,7%	7,4%	7,8%	3,4%	
Non salariés	53 554	17 091	42 062	159 483	68 323	340 513	3 036 181	11,2%
Evolution 2009/2019 (%)	-13,9%	21,5%	10,1%	28,1%	41,4%	18,5%	21,4%	
Emploi total	80 634	239 871	162 158	1 074 012	794 726	2 351 401	27 623 173	8,5%
Evolution 2009/2019 (%)	-3,8%	6,1%	0,9%	12,1%	9,7%	9,2%	5,1%	

Répartition de l'emploi salarié et non salarié en Occitanie (en milliers)



Part de l'emploi non salarié dans l'emploi total	
Tertiaire non marchand	8,7%
Tertiaire marchand	14,2%
Construction	26,1%
Industrie	6,8%
Agriculture	68,0%
Ensemble	14,2%



1. Emploi

Répartition de l'emploi salarié par secteur et département en 2020

Source : Insee, estimations annuelles d'emploi - Champ : emploi total, y compris non marchand et agriculture

	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	Tertiaire non marchand	Ensemble
Ariège	1,0%	15,7%	6,4%	34,1%	42,7%	44 605
Aude	3,4%	7,1%	5,7%	41,3%	42,4%	108 684
Aveyron	1,1%	16,2%	7,2%	38,4%	37,1%	90 668
Gard	2,3%	10,8%	6,0%	42,4%	38,4%	214 547
Haute-Garonne	0,3%	13,0%	5,9%	50,2%	30,7%	617 800
Gers	4,8%	11,7%	5,5%	40,5%	37,5%	56 757
Hérault	1,2%	6,6%	5,7%	49,8%	36,7%	393 183
Lot	1,1%	17,8%	5,8%	37,8%	37,6%	52 745
Lozère	1,5%	12,4%	6,9%	29,7%	49,5%	25 630
Hautes-Pyrénées	0,8%	13,7%	5,7%	37,3%	42,4%	71 829
Pyrénées-Orientales	2,1%	6,6%	6,4%	46,7%	38,2%	139 713
Tarn	1,3%	14,7%	6,0%	40,1%	37,9%	115 679
Tarn-et-Garonne	2,2%	11,1%	6,0%	42,8%	38,0%	79 048
Occitanie	1,3%	11,1%	6,0%	45,5%	36,1%	2 010 888
France métropolitaine	1,1%	12,5%	5,8%	48,7%	32,0%	24 586 992

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras.

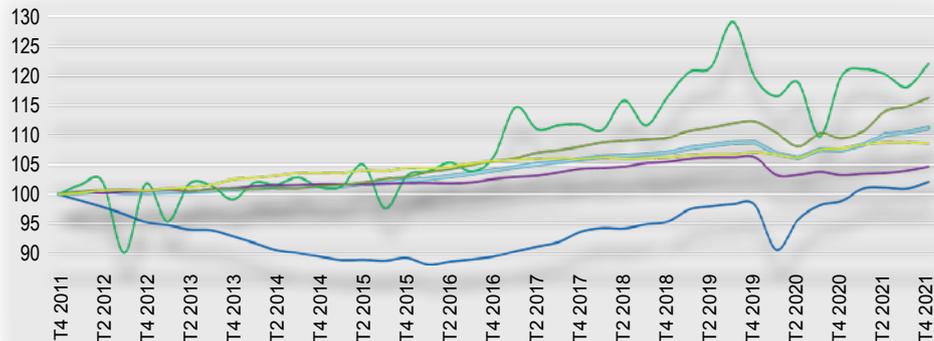
1. Emploi



Evolution de l'emploi salarié du 4^{ème} trimestre 2011 au 4^{ème} trimestre 2021 en Occitanie

Source : Insee, estimations d'emploi trimestrielles (emploi au dernier jour du trimestre), données CVS (base 100 fin décembre 2010)

Evolution de l'emploi salarié, intérim inclus, par secteur d'activité en Occitanie



Part de l'intérim dans l'emploi total à la fin du 4^{ème} trimestre 2021

	Emploi total	Part intérim
Tertiaire non marchand	732 454	0,5%
Tertiaire marchand	953 117	2,4%
Construction	139 389	10,8%
Industrie	239 910	6,5%
Agriculture	33 945	0,9%
Ensemble	2 098 815	2,8%

Evolution de l'emploi salarié des secteurs public et privé en Occitanie et en France métropolitaine



Effectif salarié à la fin du 4^{ème} trimestre 2021

En Occitanie	2 097 178
— Secteur privé	1 578 814
- - Secteur public	518 364
En France métropolitaine	25 321 748
— Secteur privé	19 681 422
- - Secteur public	5 640 327



1. Emploi

L'intérim et l'emploi 2021

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

	Emploi hors intérim	Emploi intérimaire	Emploi avec intérim	Part de l'emploi intérimaire
Ariège	45 139	1 161	46 300	2,5%
Aude	111 683	2 773	114 457	2,4%
Aveyron	91 196	2 577	93 773	2,7%
Gard	220 523	5 792	226 315	2,6%
Haute-Garonne	617 146	18 504	635 650	2,9%
Gers	56 400	2 038	58 438	3,5%
Hérault	403 098	10 297	413 395	2,5%
Lot	53 506	1 640	55 145	3,0%
Lozère	26 475	273	26 747	1,0%
Hautes-Pyrénées	72 843	2 386	75 229	3,2%
Pyrénées-Orientales	146 854	3 469	150 323	2,3%
Tarn	115 721	3 586	119 307	3,0%
Tarn-et-Garonne	80 435	3 300	83 735	3,9%
Occitanie	2 041 020	57 794	2 098 815	2,8%

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras

Avertissement :

Dans les estimations d'emploi coproduites par l'Insee, la DARES et l'Acoss, l'emploi intérimaire est calculé dans un secteur dédié (celui des agences d'intérim) et est localisé au lieu de l'agence d'intérim. Afin d'obtenir une meilleure appréciation de l'emploi sectoriel de la région, le SESE Occitanie a réaffecté ces intérimaires au lieu de la mission et au secteur d'activité de l'établissement utilisateur d'intérimaires. Par conséquent, les volumes d'emploi par secteurs diffèrent de ceux diffusés par l'Insee.

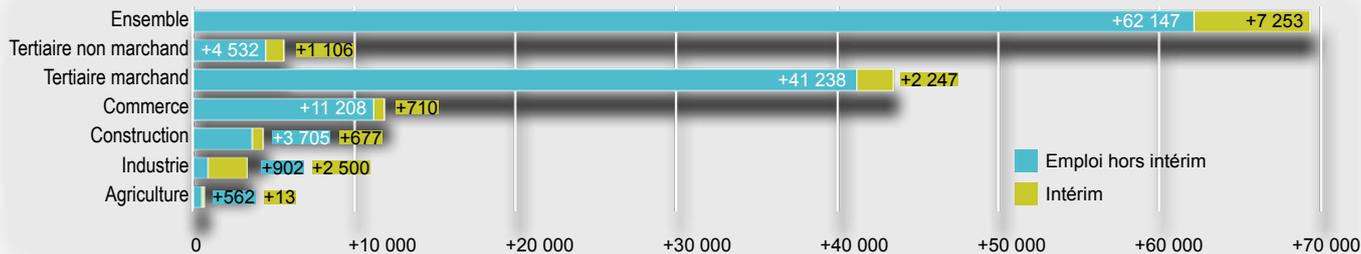
1. Emploi



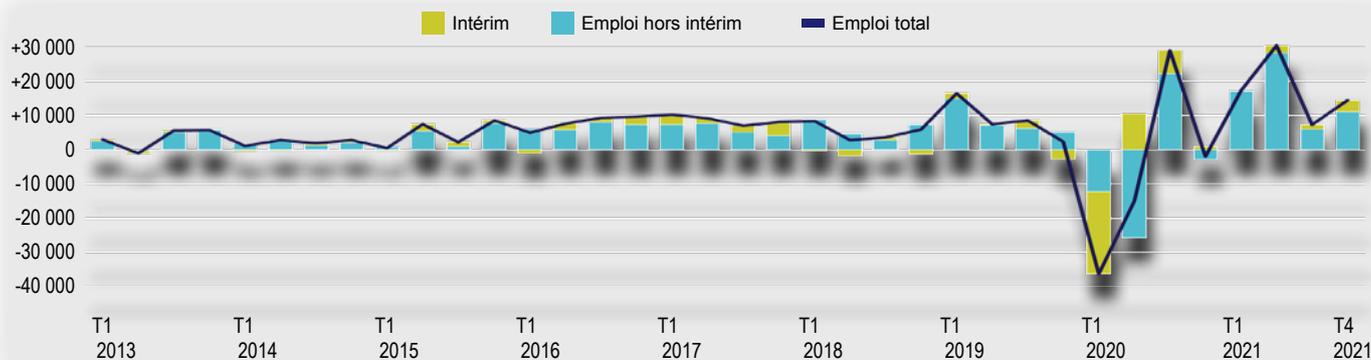
Contribution de l'intérim à l'emploi total en Occitanie

Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee

Contributions de l'emploi et de l'intérim à l'évolution de l'emploi du 4^{ème} trimestre 2020 au 4^{ème} trimestre 2021.



Évolution trimestrielle de l'emploi hors intérim et de l'intérim en Occitanie depuis 2013





1. Emploi

Nombre d'intérimaires, d'équivalent emplois temps plein et de contrats conclus en 2021*

Source : Dares, exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim - données CVS

	Nombre d'intérimaires au 31/12/2021	Evolution annuelle	Nombre de contrats conclus	Nombre moyen de contrats conclus par mois	Evolution annuelle	Nombre moyen d'EETP par mois	Evolution annuelle
Ariège	1 161	+22,5%	29 787	2 482	+22,7%	993	+13,0%
Aude	2 773	+17,1%	73 596	6 133	+21,8%	2 562	+21,7%
Aveyron	2 577	+19,8%	56 773	4 731	+16,3%	2 367	+21,0%
Gard	5 792	+12,9%	159 258	13 271	+16,6%	5 385	+16,3%
Haute-Garonne	18 504	+12,5%	456 097	38 008	+25,3%	17 153	+9,9%
Gers	2 038	+24,3%	49 828	4 152	+9,2%	1 720	+11,8%
Hérault	10 297	+15,6%	288 038	24 003	+17,4%	9 426	+15,2%
Lot	1 640	+25,6%	42 789	3 566	+4,8%	1 407	+15,4%
Lozère	273	+15,8%	6 999	583	+21,9%	269	+32,7%
Hautes-Pyrénées	2 386	+21,4%	52 502	4 375	+25,2%	2 176	+26,6%
Pyrénées-Orientales	3 469	+10,6%	103 746	8 646	+15,0%	3 274	+13,7%
Tarn	3 586	+13,3%	84 123	7 010	+23,9%	3 287	+26,1%
Tarn-et-Garonne	3 300	+4,7%	83 918	6 993	+22,0%	3 286	+16,7%
Occitanie	57 794	+14,4%	1 487 454	123 954	+19,9%	53 306	+15,0%
France entière	817 592	+12,6%	19 924 915	1 660 410	+20,4%	767 915	+19,4%
Part Occitanie / France entière	7,1%		7,5%	7,5%		6,9%	

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras

* au lieu d'exécution des missions

EETP : Équivalent emplois à temps plein. Le nombre d'Équivalent emplois à temps plein est un indicateur qui mesure le volume moyen de travail en intérim pour une période de référence donnée.

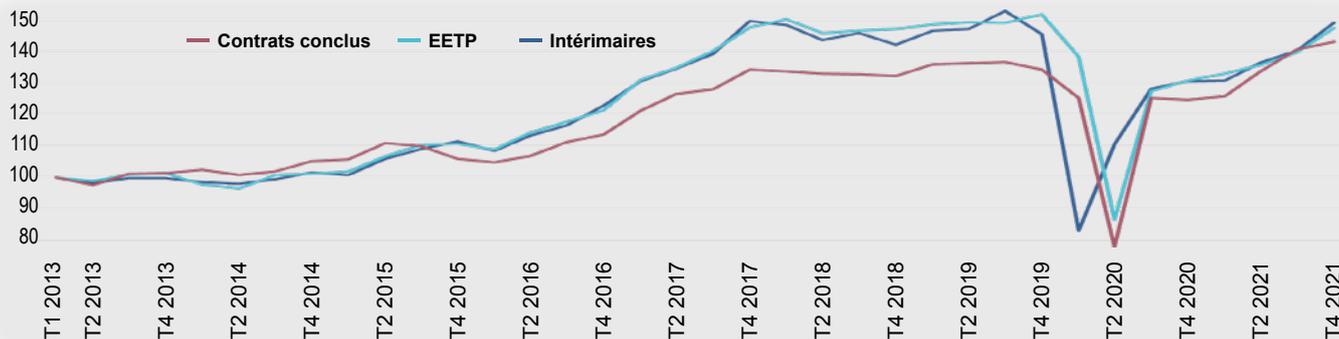
1. Emploi



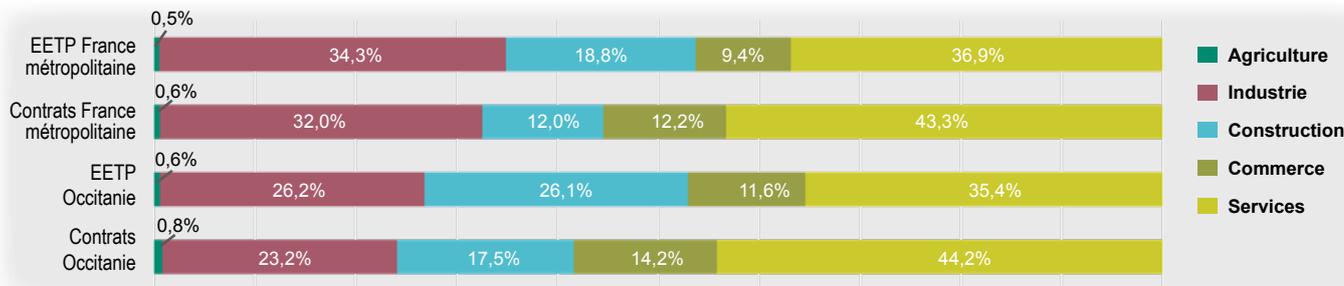
L'activité intérimaire

Source : Dares, exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, données CVS - contrats au lieu d'exécution des missions

Évolution trimestrielle du nombre de contrats conclus, d'intérimaires et d'EETP en Occitanie (base 100 au 1^{er} trimestre 2013)



Répartition des EETP et contrats d'intérim conclus en 2021 par secteur d'activité employeur





2. Activité économique

Le Produit Intérieur Brut en 2020

Source : Insee - Produits intérieurs bruts régionaux (base 2014, données 2020 provisoires)

	PIB (M€)	Evolution 2020/2019 (%)	PIB/hab. (€)	Evolution 2020/2019 (%)	PIB/emploi (€)	Evolution 2020/2019 (%)
Occitanie	168 744	-5,2%	28 157	-5,9%	71 763	-4,5%
France métropolitaine hors Ile-de-France	1 547 364	-5,2%	29 175	-5,5%	72 886	-4,5%
France métropolitaine	2 257 492	-5,6%	34 536	-5,8%	81 725	-4,7%

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur de la production économique d'un pays. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques), moins les subventions sur les produits.

Répartition de la valeur ajoutée en 2020

Source : Insee, Valeurs ajoutées régionales (base 2014, données 2020 semi-définitives)

	Agriculture	Construction	Industrie	Tertiaire non marchand	Tertiaire marchand	Total (millions d'€)
Occitanie	2,2%	6,2%	14,0%	29,2%	48,5%	154 080
France métropolitaine hors Ile-de-France	2,7%	6,2%	16,2%	27,6%	47,4%	1 411 995
France métropolitaine	1,9%	5,6%	13,7%	24,7%	54,1%	2 056 645

La valeur ajoutée est la différence entre la valeur des biens ou services produits par une entreprise ou une branche et celle des biens et services utilisés pour la production, dite "consommations intermédiaires".

2. Activité économique



Créations d'entreprise par secteur d'activité

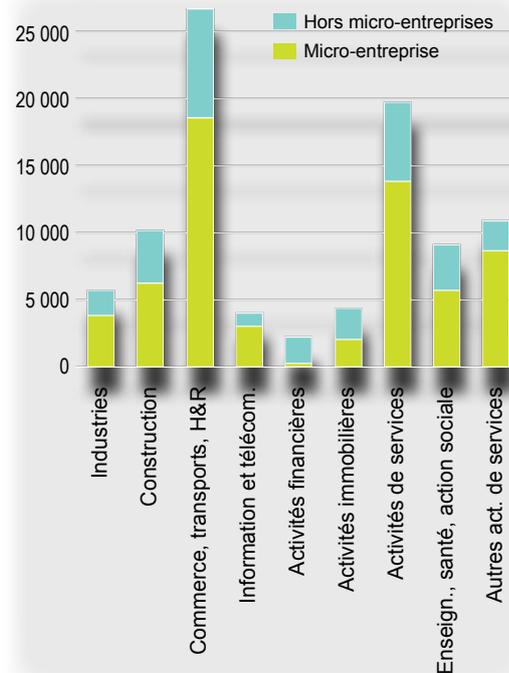
Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des établissements (REE) - Champ : activités marchandes non agricoles

Créations d'entreprises hors micro-entreprises en 2021 par secteur d'activité

	Industrie	Construction	Commerce, transports, hébergement et restauration	Autres services*	Ensemble
Ariège	10,5%	13,8%	23,4%	52,3%	1 950
Aude	6,1%	10,5%	32,4%	51,0%	4 808
Aveyron	11,3%	11,8%	24,1%	52,8%	2 849
Gard	6,3%	13,0%	29,7%	51,0%	11 044
Haute-Garonne	4,6%	9,2%	28,8%	57,4%	25 685
Gers	9,7%	11,0%	26,7%	52,6%	2 373
Hérault	5,0%	11,0%	29,6%	54,4%	23 224
Lot	10,2%	11,5%	24,5%	53,8%	2 013
Lozère	20,4%	8,6%	21,3%	49,7%	717
Hautes-Pyrénées	7,0%	11,9%	25,9%	55,2%	2 691
Pyrénées-Orientales	6,1%	12,3%	29,9%	51,7%	7 504
Tarn	8,9%	10,1%	26,5%	54,5%	4 918
Tarn-et-Garonne	6,3%	12,5%	28,5%	52,7%	3 309
Occitanie	6,2%	10,9%	28,7%	54,2%	
en volume	5 732	10 181	26 725	50 447	93 085
% Occitanie / F.M.	12,3%	11,8%	9,0%	9,3%	9,6%

* Activités d'information, de communication, financières, d'assurance, scientifiques, techniques et de soutien - Administration, enseignement, santé, action sociale et services divers.

Créations d'entreprises et de micro-entreprises en Occitanie en 2021



Le régime du micro-entrepreneur remplace celui d'auto-entrepreneur depuis le 19/12/2014. Ce régime a été mis en place par la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008 et s'applique depuis le 1er janvier 2009 aux personnes physiques qui créent, une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale voire libérale.



2. Activité économique

Le commerce extérieur de la région Occitanie en 2021

Source : Douanes - Données provisoires CAF FAB hors matériel militaire

Les principaux produits échangés en 2021

Importation	% total	en milliers d'€	Evol. ann. (%)
Produits de la construction aéronautique et spatiale	22,5%	7 230 212	-23,9
Produits de la culture et de l'élevage	10,1%	3 246 064	+9,5
Produits de la construction automobile	7,5%	2 414 704	+2,5
Matériel électrique	4,6%	1 484 588	+5,9
Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique	3,8%	1 238 285	+20,0
Métaux précieux et autres métaux non ferreux communs	3,6%	1 144 586	+57,7
Machines et équipements d'usage général	2,9%	948 214	-9,0
Articles d'habillement	2,8%	900 986	+8,2
Produits de la cokéfaction et du raffinage	2,6%	839 353	+33,3
Produits en plastique	2,5%	818 218	+22,2

Exportation

Produits de la construction aéronautique et spatiale	53,9%	20 024 522	0,0
Produits de la culture et de l'élevage	7,0%	2 612 239	+1,8
Produits chimiques divers	3,4%	1 274 409	+8,9
Boissons	2,8%	1 024 903	+14,5
Matériel électrique	2,7%	1 018 552	+9,6
Machines et équipements d'usage général	2,3%	846 010	-1,2
Ordinateurs et équipements périphériques	2,0%	744 858	+110,1
Instruments de mesure, d'essai et de navigation ; horlogerie	1,9%	698 506	+2,4
Savons, produits d'entretien et parfums	1,6%	585 748	+12,7
Produits chimiques, engrais, plastiques et caoutchouc synthétique	1,5%	548 549	+33,1

Construction aéronautique et spatiale : évolution des échanges de produits avec l'étranger de 2011 à 2021 en milliards d'euros



41

2 - Appareil productif

2. Activité économique

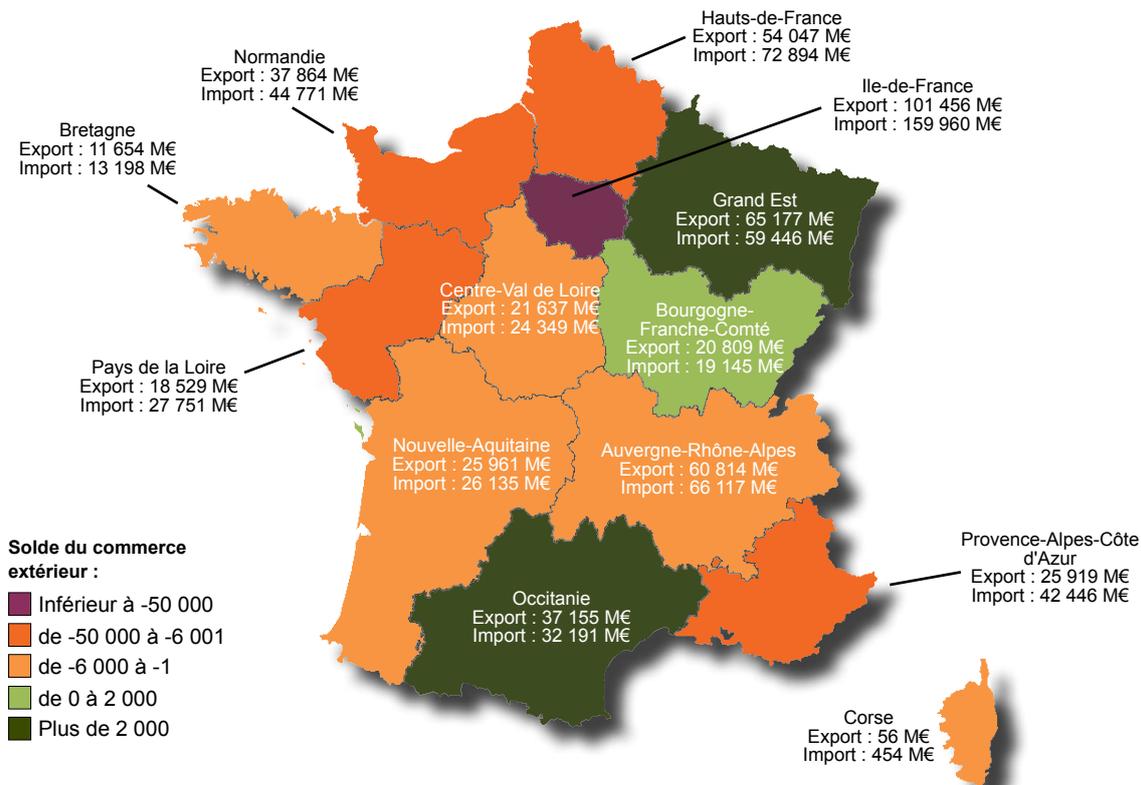


Commerce extérieur : solde par région en 2021

Source : Douanes - Données provisoires CAF/FAB hors matériel militaire. Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire. Exportations et importations à partir ou à destination de la zone d'étude. | fond de carte ©IGN

42

2 - Appareil productif





POLITIQUES D'INCLUSION SOCIALE

Politique de la Ville
Politiques du logement
Solidarités

1. Politique de la Ville

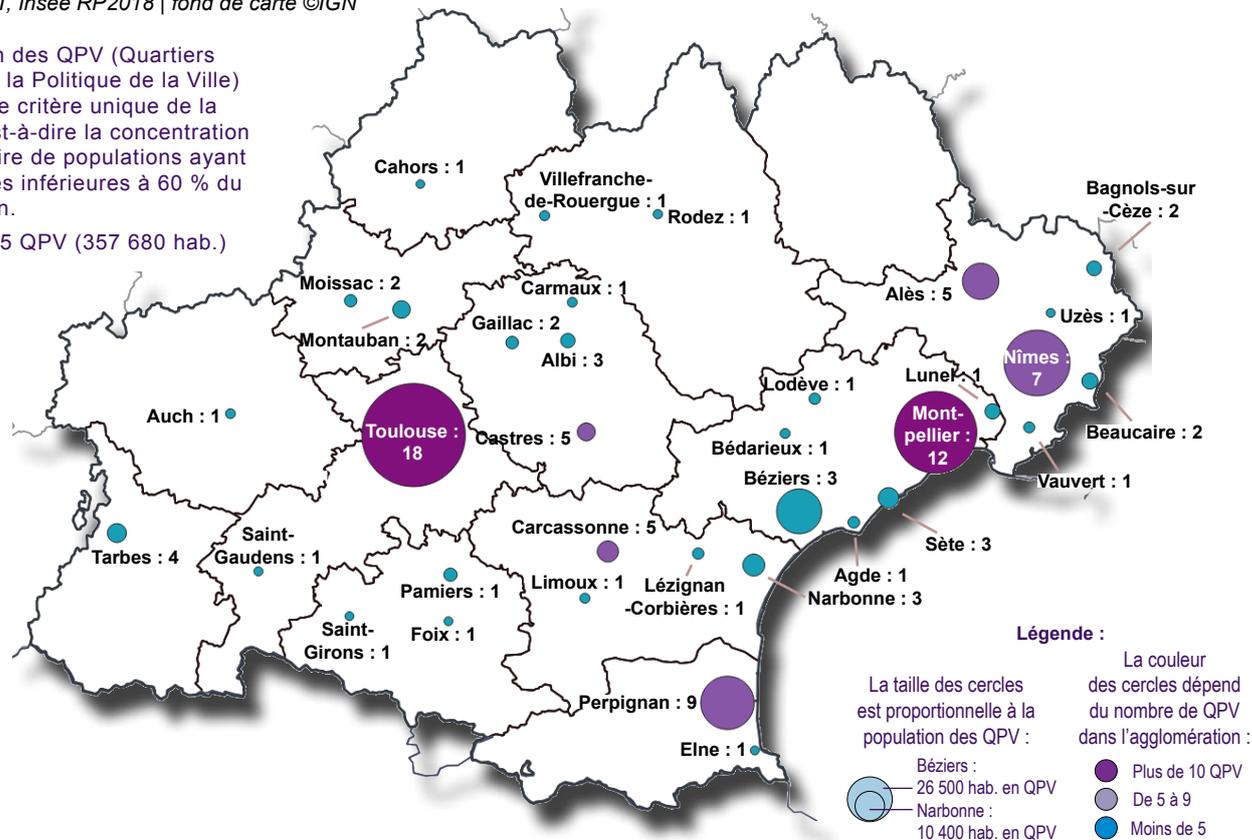


Localisation et nombre de Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville par intercommunalité

Sources : CGET, Insee RP2018 | fond de carte ©IGN

L'identification des QPV (Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville) se fonde sur le critère unique de la pauvreté, c'est-à-dire la concentration sur un territoire de populations ayant des ressources inférieures à 60 % du revenu médian.

Occitanie : 105 QPV (357 680 hab.)





1. Politique de la Ville

Structure de la population des Quartiers prioritaires de la politique de la ville

	Population				Prestations sociales ⁵					
	Population totale en QPV ¹	Poids / région ²	Part dans la population dép.	Taux de pauvreté ³	DE ABC ⁴	Aide au logement	APL	AAH	RSA	Prime d'activité
Ariège	6 200	1,7%	4,1%	42,3%	7,4%	78,7%	22,4%	9,8%	29,3%	30,3%
Aude	25 700	7,2%	6,9%	51,0%	10,3%	76,3%	37,2%	16,9%	30,4%	28,3%
Aveyron	3 500	1,0%	1,2%	49,0%	2,6%	76,9%	39,7%	17,7%	22,3%	31,2%
Gard	76 400	21,4%	10,2%	54,9%	16,7%	75,0%	42,9%	11,2%	33,1%	29,7%
Haute-Garonne	70 100	19,6%	5,1%	45,9%	9,3%	73,9%	52,4%	14,1%	22,8%	32,2%
Gers	2 400	0,7%	1,2%	59,6%	1,5%	82,1%	76,2%	19,2%	28,4%	29,8%
Hérault	103 100	28,8%	8,9%	54,1%	14,0%	75,7%	34,7%	13,8%	26,2%	28,1%
Lot	1 400	0,4%	0,8%	41,9%	1,2%	74,2%	66,1%	15,5%	19,1%	35,8%
Lozère	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hautes-Pyrénées	8 000	2,2%	3,5%	49,2%	6,9%	81,4%	58,3%	16,2%	20,2%	28,1%
Pyrénées-Orientales	30 200	8,5%	6,3%	55,5%	7,8%	77,3%	35,3%	14,3%	38,3%	22,1%
Tarn	19 000	5,3%	4,9%	51,3%	9,4%	78,3%	61,3%	13,5%	27,8%	29,3%
Tarn-et-Garonne	11 700	3,3%	4,5%	45,8%	9,4%	73,4%	37,0%	14,2%	21,5%	33,4%
Occitanie	357 700	100,0%	6,1%	51,7%	10,5%	75,7%	42,1%	13,7%	28,1%	29,0%
Part QPV Occ. /F.M.	7,2%					9,2%	7,0%	10,4%	9,4%	7,8%

1. Population : source Insee, RP 2018

2. Part de la population départementale en QPV sur la population régionale en QPV

3. Taux de pauvreté : part de la population sous le seuil de 60 % du niveau de vie médian métropolitain. Sources FiLoSoFi 2018, Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA

4. Part des DEFM ABC en QPV sur l'ensemble des DEFM ABC du département au 4^{ème} trimestre 2021. Sources : Pôle Emploi-Dares, STMT. Traitements statistiques : Insee.

5. Note de lecture : au 31/12/2020, 78,7% des foyers allocataires percevant au moins une prestation CAF et vivant dans un QPV de l'Ariège perçoivent une aide au logement (Source : données Caisse Nationale d'Allocations Familiales au 31/12/2020).

2. Politiques du logement



Hébergement social : Lits, places installés au 31 décembre 2020 par catégorie d'établissement

Sources : DREES, Finess ; DR(D)JSCS ; DGCS

	Hébergement spécialisé*		Hébergement généraliste**		Répartition des places d'hébergement généraliste		
	CADA ¹	CPH ²	Ensemble**	dont CHRS ³	Hébergement d'urgence ⁴	Hébergement de stabilisation ⁴	Hébergement d'insertion ⁴
Ariège	202	27	163	82	119	0	44
Aude	290	60	353	138	227	3	123
Aveyron	174	60	102	77	47	8	47
Gard	599	50	667	226	396	57	214
Haute-Garonne	726	98	2 278	926	1 580	133	565
Gers	196	0	95	36	60	7	28
Hérault	696	60	1 366	597	859	63	444
Lot	189	20	126	85	65	0	61
Lozère	100	0	80	36	56	8	16
Hautes-Pyrénées	238	55	253	95	125	61	67
Pyrénées-Orientales	312	50	598	251	390	21	187
Tarn	260	30	131	87	42	11	78
Tarn-et-Garonne	224	33	236	85	146	24	66
Occitanie	4 089	471	6 448	2 721	4 112	396	1 940
France métropolitaine	42 187	8 012	96 755	43 826	52 525	7 819	36 037
Part Occitanie / F.M.	9,7%	5,9%	6,7%	6,2%	7,8%	5,1%	5,4%

* Hébergement pour les demandeurs d'asile et les réfugiés. ** Héb. généraliste : centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale + CHRS

1. Centres d'accueil de demandeurs d'asile
2. Centres provisoires d'hébergement
3. Centres d'hébergement et de réinsertion sociale
4. En CHRS et Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale



2. Politiques du logement

Logement accompagné : Lits, places installés au 31 décembre 2020 par catégorie d'établissement

Sources : DREES, Finess ; DRJSCS ; DGCS

	Pension de famille et résidence accueil	Autres résidences sociales	Foyers de jeunes travailleurs (FJT) ¹	Foyers de travailleurs migrants (FTM) ¹
Ariège	49	5	28	-
Aude	135	-	204	-
Aveyron	72	-	223	-
Gard	214	-	615	104
Haute-Garonne	253	1 186	1 054	17
Gers	36	25	122	-
Hérault	324	547	786	463
Lot	85	-	189	-
Lozère	37	-	-	-
Hautes-Pyrénées	100	-	129	-
Pyrénées-Orientales	115	127	116	-
Tarn	87	25	249	-
Tarn-et-Garonne	90	-	71	-
Occitanie	1 597	1 915	3 786	584
France métropolitaine	17 317	98 693	48 973	38 166
Part Occitanie / F.M.	9,2%	1,9%	7,7%	1,5%

1. Conventionnés ou non en résidence sociale

2. Politiques du logement



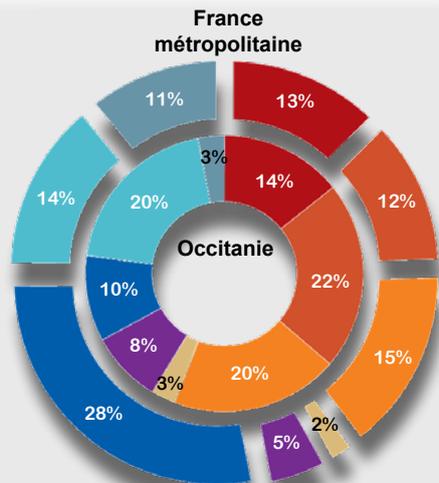
Hébergement social et logement accompagné au 31 décembre 2020

Répartition des lits et places installés en Occitanie par type de structure

Source : DREES, Finess ; DRJSCS ; DGCS

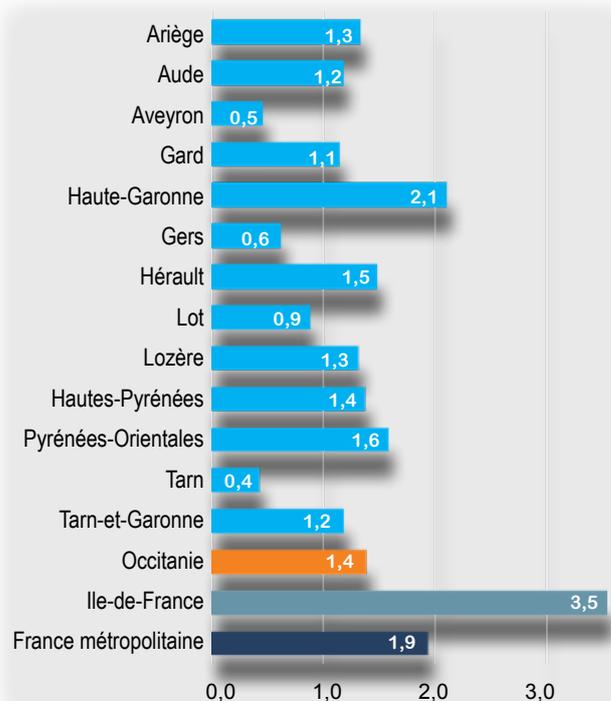
Logement accompagné : 7 880 **Hébergement social : 11 200**

- Pensions de famille et résidences d'accueil
- Autres résidences sociales
- Foyers de jeunes travailleurs (FJT)
- Foyers de travailleurs migrants (FTM)
- Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS
- Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA
- Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale
- Centres provisoires d'hébergement



Taux d'équipement en places d'hébergement* pour 1 000 adultes de 20 ans et plus

Source : DREES, Finess ; Insee, RP exploitation complémentaire, estimations de population 2021 ; DRJSCS ; DGCS



* Places d'hébergement en CHRS + centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale



2. Politiques du logement

Décisions d'expulsions locatives en 2019

Source : Ministère de la justice/SG/SDSE, répertoire général civil 2019 ; Insee, recensement de la population 2016 et 2017

	Décisions d'expulsions locatives	Décisions d'expulsions locatives pour 1000 ménages
Ariège	187	8,5
Aude	558	9,3
Aveyron	231	6,3
Gard	1 608	12,6
Haute-Garonne	3 186	11,1
Gers	185	7,5
Hérault	2 405	10,2
Lot	169	7,4
Lozère	70	6,5
Hautes-Pyrénées	325	9,3
Pyrénées-Orientales	916	11,0
Tarn	502	9,2
Tarn-et-Garonne	391	11,2
Occitanie	10 733	11,0
France métropolitaine	126 585	11,0
Part Occitanie / F.M.	8,5%	

2. Politiques du logement



Recours au Droit Au Logement (DALO) en 2020

Source : Infocentre Dalo (outil national du Ministère de la cohésion des territoires)

	Nombre de recours "logement" reçus	Recours "logement" avec décision*	Dont favorables logement (prioritaires et urgents)	Dont rejets (explicites)
Ariège	12	11	3	5
Aude	258	258	75	119
Aveyron	1	0	0	0
Gard	601	601	123	283
Haute-Garonne	1 585	1 579	357	1 031
Gers	0	0	0	0
Hérault	1 549	1 547	275	1 175
Lot	0	0	0	0
Lozère	2	2	2	0
Hautes-Pyrénées	14	3	1	1
Pyrénées-Orientales	239	239	67	139
Tarn	26	25	13	7
Tarn-et-Garonne	25	25	6	14
Occitanie	4 312	4 290	922	2 774
France métropolitaine	89 158	88 074	30 602	50 793
Part Occitanie / F.M.	4,8%	4,9%	3,0%	5,5%

* Si le requérant a trouvé un logement avant l'examen de son recours par la commission, celui-ci devient sans objet.

Droit Au Logement Opposable (Loi DALO) : La loi désigne l'État comme le garant du droit au logement. La mise en œuvre de cette garantie s'appuie sur un recours amiable et un recours contentieux.



3. Solidarités

Dépenses d'Aide Sociale Départementale en 2019

Source : DREES, Enquête Aide sociale 2019

	Dépenses brutes totales en millions d'euros				Dépenses totales nettes d'aide sociale par habitant ³
	Dépenses totales ²	dont aide sociale aux personnes âgées ¹	dont aide sociale aux personnes handicapées ¹	dont allocations et insertion liées au RSA ¹	
Ariège	107,9	23,2	18,6	38,9	690 €
Aude	322,8	53,5	59,3	108,1	840 €
Aveyron	176,3	48,4	45,3	27,4	600 €
Gard	517,5	92,1	78,6	194,6	670 €
Haute-Garonne	831,5	145,7	183,3	231,1	560 €
Gers	146,9	41,0	35,7	26,9	720 €
Hérault	818,7	178,8	156,2	253,5	670 €
Lot	118,4	37,9	26,9	24,2	670 €
Lozère	51,1	13,2	15,3	8,1	660 €
Hautes-Pyrénées	180,6	59,9	35,1	38,0	730 €
Pyrénées-Orientales	362,2	62,3	65,0	146,7	720 €
Tarn	265,2	58,7	70,9	65,8	640 €
Tarn-et-Garonne	170,6	35,8	42,6	42,5	610 €
Occitanie	4 069,8	850,3	832,6	1 205,8	660 €
France métropolitaine	38 554,5	7 462,1	8 438,3	10 793,5	570 €

1- Dépenses brutes : avant déduction des recouvrements auprès d'autres collectivités territoriales, des remboursements de participations et de prestations. Les dépenses d'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées sont, y compris au sein des dépenses brutes, nettes des récupérations sur bénéficiaires, tiers payants et succession.

2- y compris services communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel. Au sein de ces dépenses totales brutes, celles relatives à l'aide sociale à l'hébergement (ASH) des personnes âgées sont exprimées après récupérations sur bénéficiaires, tiers payants et successions.

3- Dépenses nettes : dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA, du FMDI et de la TICPE

3. Solidarités



Les allocataires des minima sociaux par département au 31 décembre 2020

Sources : CNAF et MSA/Pôle Emploi

	Allocataires RSA			Prime d'activité		Allocataires AAH		Allocataires ASS	
	Nombre	Évolution 2020/2019	Part des 15-69 ans*	Nombre	Évolution 2020/2019	Nombre	Évolution 2020/2019	Nombre	Évolution 2020/2019
Ariège	6 888	+8,1	7,7	12 614	+3,2	3 420	-1,2	1 130	-3,4
Aude	16 958	+4,5	7,9	30 791	+1,1	10 854	+2,9	3 086	-1,7
Aveyron	4 836	+10,9	3,1	19 537	+0,6	6 099	-0,5	1 086	+2,5
Gard	33 159	+5,6	7,6	59 625	+3,0	14 800	+1,4	5 484	-0,1
Haute-Garonne	40 488	+8,5	4,5	112 275	+1,4	27 741	+2,2	5 819	+2,4
Gers	4 300	+8,5	4,0	13 152	+1,7	4 782	+1,1	756	+2,2
Hérault	45 194	+8,6	6,3	100 579	+2,2	28 445	+1,4	8 996	+2,5
Lot	4 527	+11,9	4,6	12 585	-0,5	3 606	-3,3	939	+1,0
Lozère	1 442	+12,8	3,3	6 128	+0,4	2 856	+1,0	260	+4,0
Hautes-Pyrénées	6 076	+9,2	4,6	16 744	-0,5	6 867	+1,8	1 424	-0,4
Pyrénées-Orientales	24 420	+5,4	8,8	42 589	+2,8	11 976	+2,5	4 379	+2,3
Tarn	11 236	+5,8	5,0	28 928	+2,0	8 458	+0,3	2 204	-2,9
Tarn-et-Garonne	6 943	+6,7	4,7	19 282	-0,2	6 228	-0,3	1 224	+7,4
Occitanie	206 467	+7,3	5,8	474 829	+1,7	136 132	+1,3	36 787	+1,2
France métropolitaine (F.M.)	1 847 100	+8,2	4,7	4 426 700	+1,6	1 193 100	+1,3	323 200	+1,0
Part Occitanie / F.M.	11,2%			10,7%		11,4%		11,4%	

* Le pourcentage de bénéficiaires (allocataires + conjoints) a été calculé en divisant le nombre d'allocataires du RSA par la population estimée INSEE au 01/01/2020 âgée de 15 à 69 ans (multiplié par 100).

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras

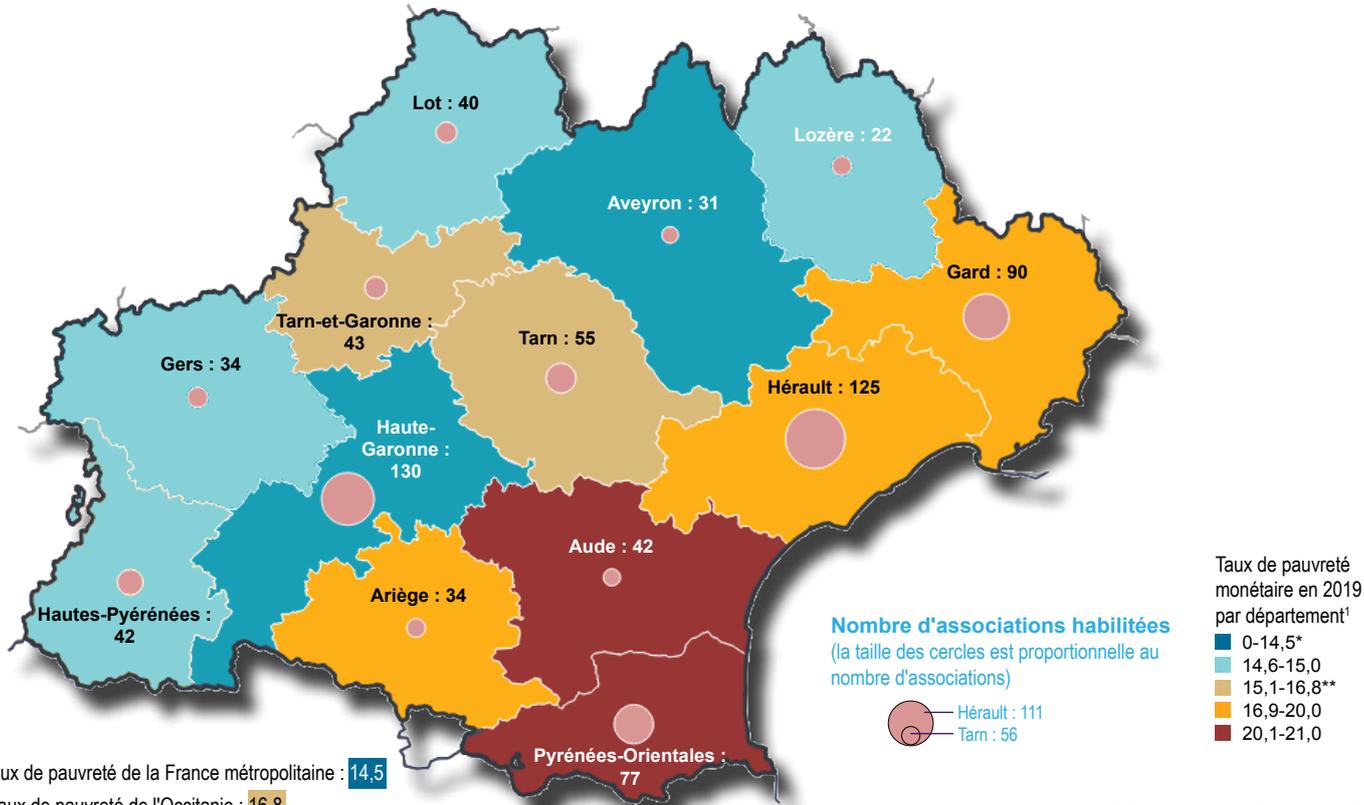
Le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation destinée à garantir un revenu minimum à ses bénéficiaires, qu'ils aient ou non la capacité de travailler. - **L'allocation aux adultes handicapés (AAH)** s'adresse aux personnes handicapées ne pouvant prétendre ni à un avantage vieillesse ni à une rente d'accident du travail. - **L'allocation de solidarité spécifique (ASS)** est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage, justifiant au moins 5 années d'activité salariée dans les 10 ans précédant la rupture de leur contrat de travail. **La Prime d'activité** est versée sous conditions aux ménages à ressources modestes en complément des revenus salariaux.



3. Solidarités

Aide alimentaire : les associations habilitées à distribuer l'aide alimentaire en 2021 par département

Source : MAAF-DGAL, DRAAF et DRJSCS Occitanie, Insee, Filosofi 2019 | fond de carte ©IGN



* Taux de pauvreté de la France métropolitaine : 14,5

** Taux de pauvreté de l'Occitanie : 16,8

1. Taux de pauvreté : voir page 21

3. Solidarités



La protection des personnes vulnérables en 2020 : les Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs

Les services mandataires au 31/12/2021

Source : DREETS, Finess

Nombre de personnes prises en charge par des mandataires au 31/12/2020

Source : DREES, enquête aide sociale, ISD ; DGCS

	Nombre de services mandataires*
Ariège	2
Aude	3
Aveyron	3
Gard	6
Haute-Garonne	5
Gers	2
Hérault	4
Lot	2
Lozère	3
Hautes-Pyrénées	2
Pyrénées-Orientales	2
Tarn	3
Tarn-et-Garonne	2
Occitanie	39

* associations (à 90%), CCAS

	Prise en charge par les services mandataires	Evolution sur 1 an	Prise en charge par les mandataires individuels	Evolution sur 1 an
Ariège	905	+4,3%	812	+12,3%
Aude	2 933	+0,3%	577	+4,3%
Aveyron	2 122	-3,7%	711	+3,0%
Gard	3 509	-1,5%	1 497	+1,8%
Haute-Garonne	4 131	-1,4%	3 865	+6,9%
Gers	2 123	+0,0%	440	+6,8%
Hérault	5 052	+1,9%	2 551	-3,2%
Lot	1 549	-0,7%	195	-1,0%
Lozère	1 504	-1,4%	172	-0,6%
Hautes-Pyrénées	1 571	+2,1%	601	+7,5%
Pyrénées-Orientales	2 737	-5,2%	608	+2,4%
Tarn	2 279	+0,2%	1 504	+4,2%
Tarn-et-Garonne	1 475	-2,6%	1 021	-0,5%
Occitanie	31 890	-0,7%	14 554	+3,3%
France métropolitaine	378 019	+0,2%	94 545	+3,8%

Lorsqu'une personne majeure est dans l'incapacité de se prendre en charge elle-même, en raison d'une altération de ses facultés personnelles, mentales ou corporelles médicalement constatées, le juge des contentieux de la protection (nouvelle dénomination du juge des tutelles) peut décider son **placement sous un régime de protection légale (sauvegarde de justice, curatelle, tutelle)**. Les principaux acteurs qui interviennent dans le cadre de la protection juridique des majeurs : la personne vulnérable, sa famille, le juge, le médecin, un **mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM)**, et souvent des travailleurs sociaux. Lorsque les mesures de protection (tutelle, curatelle, sauvegarde de justice) ne peuvent pas être confiées à un proche, elles sont exercées par un professionnel, appelé **Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (MJPM)** détenteur d'un certificat national de compétences. **Le mandataire peut travailler à titre individuel, en association ou comme réposé d'établissement.**



La protection des personnes vulnérables en 2021 : les Mesures Judiciaires d'Aide à la Gestion du Budget Familial

Sources : DREETS, service Solidarités

	Nombre de services DPF ¹	Nombre de mesures au 31/12/2021	Evolution sur 1 an
Ariège	1	17	-15,0%
Aude	1	93	+4,5%
Aveyron	1	35	-22,2%
Gard	2	153	+6,3%
Haute-Garonne	1	216	+3,8%
Gers	1	51	+13,3%
Hérault	3	228	+1,3%
Lot	2	30	+7,1%
Lozère	1	19	0,0%
Hautes-Pyrénées	1	54	+25,6%
Pyrénées-Orientales	1	55	+5,8%
Tarn	1	85	+7,6%
Tarn-et-Garonne	1	64	+4,9%
Occitanie	17	1 100	+4,0%

1. généralement les services DPF sont gérés par des associations

DPF : le délégué aux prestations familiales intervient sur décision du juge pour enfants et met en œuvre, dans le strict respect du mandat, la **Mesure Judiciaire d'Aide à la Gestion du Budget Familial (MJAGBF)**.

Dans le cadre de cette "mesure d'aide à la gestion du budget familial", le délégué aux prestations familiales prend toutes les décisions permettant de rétablir les conditions d'une gestion autonome des prestations répondant aux besoins liés à la santé et à l'éducation de l'enfant. Il donne des conseils pour permettre aux parents de surmonter leurs difficultés budgétaires et financières et les soutient dans leurs fonctions parentales.

Ce professionnel intervient toujours pour une période déterminée et rend compte de son activité au juge.



A close-up photograph of a person's hands sifting flour. The flour is captured in mid-air, creating a soft, ethereal cloud. In the background, a white outline map of Europe is superimposed over the scene. To the left, the tops of several brown eggs are visible. The overall lighting is warm and soft, emphasizing the texture of the flour and the skin.

POLITIQUES D'EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Politiques d'emploi
Formation professionnelle
Fonds social européen

1. Politiques d'emploi



Les contrats en alternance : Entrées en apprentissage en 2021

Source : DARES - Extrapro et SI de certains OPCO, données extraites le 16/03/2022

	Entrées	dont secteur public	Hommes	Femmes	Evolution sur 1 an	Evolution sur 3 ans
Ariège	1 225	38	65,1%	34,9%	+ 34,8%	+ 115,3%
Aude	3 258	79	59,1%	40,9%	+ 28,9%	+ 84,6%
Aveyron	2 681	42	68,2%	31,8%	+ 45,1%	+ 73,3%
Gard	6 876	137	57,2%	42,8%	+ 35,5%	+ 112,0%
Haute-Garonne	18 551	476	53,7%	46,3%	+ 56,9%	+ 213,0%
Gers	1 509	34	63,8%	36,2%	+ 24,8%	+ 84,5%
Hérault	15 917	288	54,2%	45,8%	+ 51,6%	+ 208,7%
Lot	1 288	24	66,6%	33,4%	+ 20,3%	+ 64,9%
Lozère	629	20	68,3%	31,7%	+ 29,2%	+ 88,9%
Hautes-Pyrénées	1 865	42	62,1%	37,9%	+ 41,4%	+ 106,8%
Pyrénées-Orientales	5 571	95	59,6%	40,4%	+ 40,5%	+ 162,4%
Tarn	3 462	63	61,8%	38,2%	+ 41,1%	+ 98,7%
Tarn-et-Garonne	2 230	37	62,9%	37,1%	+ 42,9%	+ 143,7%
Occitanie	65 062	1 375	57,4%	42,6%	+ 45,4%	+ 152,0%
France métropolitaine	714 278	20 956	56,3%	43,7%	+ 39%	+ 126%
Part Occitanie/ F.M.	9,1%	6,6%				

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié. Son objectif est de permettre à un jeune de suivre une formation générale, théorique et pratique, en vue d'acquérir un diplôme d'état ou un titre à finalité professionnelle.

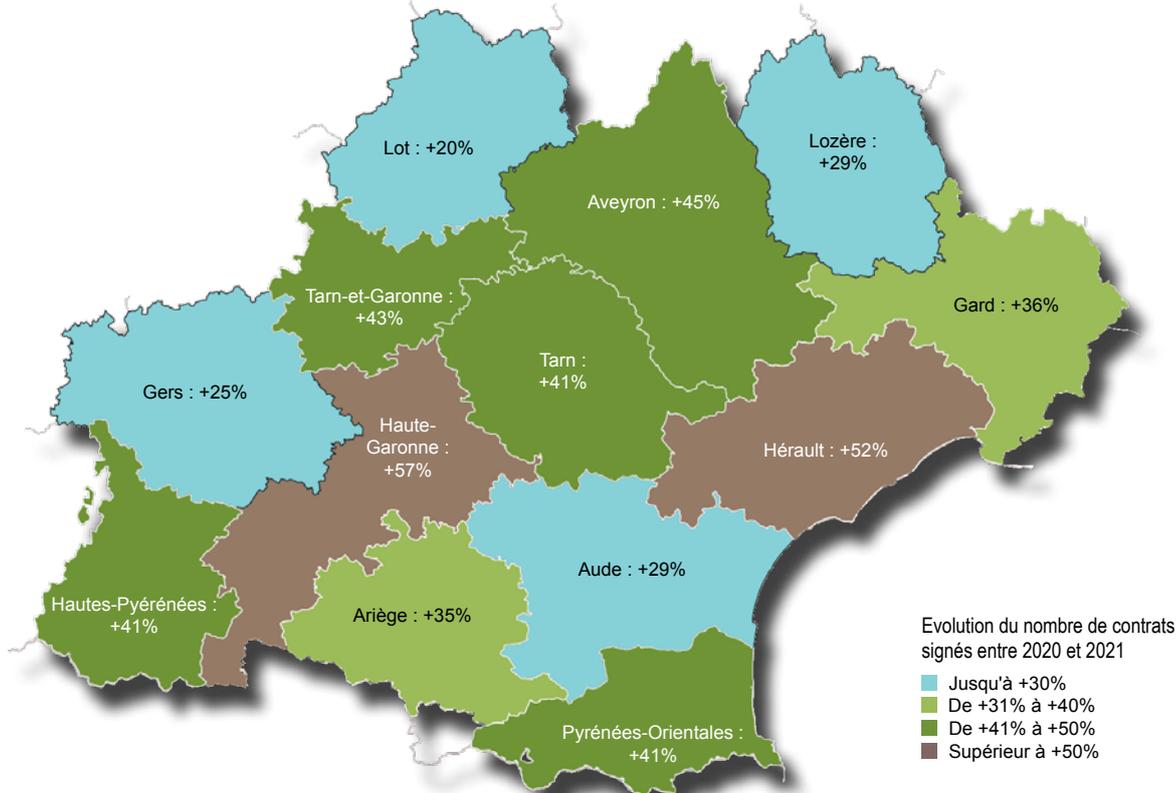
L'apprentissage repose sur le principe d'alternance entre enseignement théorique en centre de formation d'apprentis (CFA) ou dans un organisme de formation et enseignement du métier chez un employeur.



1. Politiques d'emploi

Les contrats en alternance : Evolution des entrées en apprentissage entre 2020 et 2021

Source : DARES - Extrapro et SI de certains OPCO, données extraites le 16/03/2022



1. Politiques d'emploi



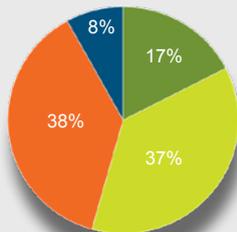
Les contrats en alternance : Entrées en apprentissage en 2021

Source : DARES - Extrapro et SI de certains OPCO

Profil des apprentis à l'entrée en contrat :

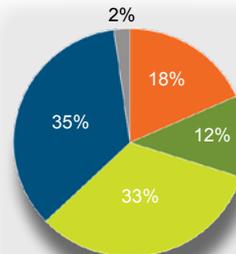
Entrées par tranche d'âge

- Moins de 18 ans
- 18-20 ans
- 21-25 ans
- 26 ans et plus



Niveau de diplôme à l'entrée

- Sans diplôme
- CAP/BEP
- Bac
- Diplôme du supérieur
- Inconnu



Signatures de contrats d'apprentissage en 2021



45% des
contrats signés
en 2021
l'ont été en
septembre



1. Politiques d'emploi

Les contrats en alternance : Entrées en apprentissage en 2021

Source : DARES - Extrapro et SI de certains OPCO, données extraites le 16/03/2022

Répartition des entrées en apprentissage par secteur d'activité

	Agriculture	Industrie	Construction	Commerce, hébergement - restauration	Autres services
Ariège	5,5%	15,2%	23,0%	30,0%	26,2%
Aude	4,1%	10,9%	14,3%	39,6%	31,2%
Aveyron	8,4%	16,8%	16,3%	31,1%	27,4%
Gard	2,6%	14,2%	14,4%	30,8%	38,0%
Haute-Garonne	0,5%	12,3%	9,7%	27,1%	50,3%
Gers	10,9%	14,7%	15,8%	27,8%	30,9%
Hérault	1,4%	9,3%	10,5%	31,9%	46,9%
Lot	7,3%	19,8%	15,2%	32,5%	25,2%
Lozère	10,1%	13,3%	15,9%	29,4%	31,2%
Hautes-Pyrénées	3,7%	22,1%	12,7%	30,4%	31,1%
Pyrénées-Orientales	1,5%	9,4%	14,3%	35,4%	39,3%
Tarn	3,7%	17,9%	15,4%	30,8%	32,1%
Tarn-et-Garonne	3,5%	14,9%	13,5%	34,5%	33,5%
Occitanie	2,5%	12,6%	12,4%	30,9%	41,6%

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras

1. Politiques d'emploi



Les contrats en alternance : Entrées en apprentissage en 2021

Source : DARES - Extrapro et SI de certains OPCO

Répartition des entrées en apprentissage par taille d'entreprise

	5 salariés ou moins	6 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 salariés ou plus
Ariège	45,5%	38,5%	8,0%	7,9%
Aude	46,2%	35,6%	8,0%	10,2%
Aveyron	44,8%	33,8%	11,2%	10,1%
Gard	46,0%	29,4%	7,8%	16,8%
Haute-Garonne	34,1%	29,8%	9,1%	27,0%
Gers	48,8%	32,2%	10,3%	8,7%
Hérault	44,8%	31,2%	8,3%	15,7%
Lot	44,5%	28,4%	12,3%	14,8%
Lozère	46,5%	36,1%	10,2%	7,2%
Hautes-Pyrénées	39,8%	33,4%	10,6%	16,2%
Pyrénées-Orientales	48,3%	33,5%	7,5%	10,8%
Tarn	48,0%	32,1%	8,2%	11,7%
Tarn-et-Garonne	42,4%	33,6%	10,3%	13,7%
Occitanie	42,3%	31,5%	8,8%	17,4%

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras



1. Politiques d'emploi

Les contrats en alternance : les contrats de professionnalisation en 2021

Source : DARES - Extrapro et SI de certains OPCO

Nombre de contrats de professionnalisation débutés en 2021 par département et secteur d'activité

	Nombre de contrats	Evolution annuelle	Répartition des contrats par secteurs (%)				
			Agriculture	Industrie	Construction	Commerce	Tertiaire
Ariège	102	+21,1%	1,1	11,6	10,1	25,0	52,2
Aude	327	+57,8%	4,0	12,8	3,4	23,8	55,9
Aveyron	376	+20,6%	0,7	14,8	9,2	29,3	46,0
Gard	928	+23,7%	1,2	15,5	3,9	19,5	60,0
Haute-Garonne	3 109	+17,6%	0,2	7,6	4,7	18,7	68,7
Gers	307	+22,9%	3,2	9,0	0,7	10,2	76,9
Hérault	1 816	+14,4%	1,3	6,1	4,3	20,5	67,8
Lot	226	+9,2%	1,1	8,1	4,7	15,3	70,8
Lozère	54	+23,9%	0,0	12,6	2,2	10,1	75,1
Hautes-Pyrénées	251	+45,0%	0,4	20,2	16,9	12,6	49,9
Pyrénées-Orientales	542	+29,0%	1,6	3,3	5,0	19,3	70,8
Tarn	550	+35,8%	2,5	23,0	8,6	25,0	40,9
Tarn-et-Garonne	243	+9,3%	1,4	6,2	4,7	26,5	61,1
Occitanie	8 831	+20,9%	1,1	9,8	5,2	19,9	64,0
France métropolitaine	120 475	+23,3%	1,0	13,2	5,1	19,8	61,0
Part Occitanie/ F.M.	7,3%		8,2%	5,4%	7,5%	7,4%	7,7%

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras

1. Politiques d'emploi



Contrats de professionnalisation en 2021

Source : DARES - Extrapro et SI de certains OPCO

Profil des alternants

Hommes

Femmes

Travailleurs
handicapés



51,5%

48,5%

1,9%

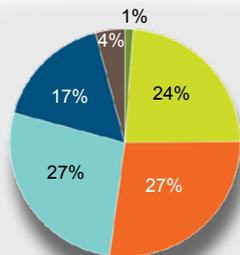
Le **contrat de professionnalisation** est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié.

Il permet l'acquisition – dans le cadre de la formation continue – **d'une qualification professionnelle** (diplôme, titre, certificat de qualification professionnelle...) **reconnue par l'État et/ou la branche professionnelle**. L'objectif est l'insertion ou le retour à l'emploi des jeunes et des adultes.

Profil des alternants lors de la signature du contrat de professionnalisation

Tranches d'âge

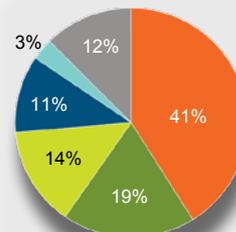
- Moins de 18 ans
- 18-21 ans
- 22-25 ans
- 26-35 ans
- 36-49 ans
- 50 ans et plus



Note de lecture :
*plus de la moitié
des entrants
en contrat de
professionnalisation
ont 25 ans ou
moins*

Situation antérieure

- Personne en recherche d'emploi
- Scolaire / universitaire
- Salarié
- Contrat d'app. / de prof.
- Autre
- Statut inconnu





1. Politiques d'emploi

Contrats de professionnalisation en 2021

Source : DARES - Extrapro et SI de certains OPCO

Contrats de professionnalisation¹ en 2021 selon le niveau du diplôme visé

	Nombre	Nature du contrat de travail			Durée moyenne des actions de professionnalisation (en mois)	Salaire mensuel brut moyen (euros)
		CDI	CDD	Travail temporaire		
Niveaux 7 et 8	1 181	4,0%	96,0%	0,0%	14,8	1 528 €
Niveau 6	1 003	4,5%	95,5%	0,0%	13,1	1 480 €
Niveau 5	697	10,0%	89,9%	0,2%	16,5	1 471 €
Niveau 4	1 203	16,8%	81,7%	1,5%	15,3	1 536 €
Niveau 3	1 626	8,9%	82,3%	8,8%	11,4	1 350 €
Sans diplôme	3 000	32,0%	64,9%	3,1%	9,0	1 429 €
Inconnu	119	-	-	-	-	-
Ensemble	8 831	17,0%	79,4%	3,6%	12,1	1 440 €

1. Le décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019 a modifié la nomenclature des niveaux de formation. Le nouveau cadre national des certifications professionnelles se décline comme suit :

- Niveau 3 : CAP, BEP - anciennement V
 - Niveau 4 : Baccalauréat - anciennement IV
 - Niveau 5 : Bac+2 (DEUG, BTS, DUT, DEUST) - anciennement III
 - Niveau 6 : Bac+3 ou 4 (licence, licence professionnelle, maîtrise, master 1) - anciennement II
 - Niveau 7 : Bac+5 (master, DEA, DESS, diplôme d'ingénieur) - anciennement I
 - Niveau 8 : Bac+8 (doctorat, habilitation à diriger des recherches) - anciennement I
- Non référencés : sans diplôme - anciennement VI et Vbis

1. Politiques d'emploi



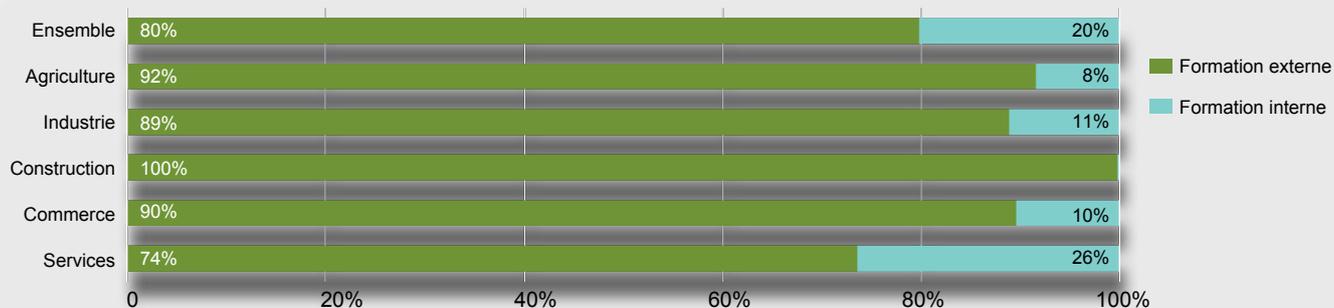
Contrats de professionnalisation en 2021

Source : DARES - Extrapro et SI de certains OPCO

Les contrats selon la nature du contrat et le secteur d'activité employeur



Répartition des contrats selon le type de formation et le secteur d'activité employeur





1. Politiques d'emploi

Contrats aidés : PEC, CIE et Emplois francs

Source : DARES Bases CUI- Pôle Emploi

Les prescriptions en 2021 :

	PEC	CIE	Emplois francs
Ariège	347	193	41
Aude	606	422	97
Aveyron	341	229	26
Gard	865	707	333
Haute-Garonne	1 328	1 718	377
Gers	280	221	6
Hérault	1 568	1 320	484
Lot	380	181	10
Lozère	118	66	0
Hautes-Pyrénées	592	306	34
Pyrénées-Orientales	776	923	140
Tarn	611	523	117
Tarn-et-Garonne	487	414	60
Occitanie	8 299	7 223	1 725
France métropolitaine	82 958	74 837	24 483
Part Occitanie / F.M.	10,0%	9,7%	7,0%

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras

Parcours emploi compétences (PEC) :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, les contrats aidés sont transformés en parcours emploi compétences (PEC) dans le but de faciliter l'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi. Le parcours emploi compétences (PEC) est autorisé uniquement dans le secteur non-marchand (employeurs publics et associations). Il doit être mis en place pour au moins 9 mois.

Il prévoit :

- l'acquisition de compétences transférables qui répondent à des besoins du bassin d'emploi ou à d'autres métiers qui recrutent ;
- un accompagnement ;
- l'accès à la formation ;
- et une aide financière aux employeurs sélectionnés pour leur capacité d'insertion (entre 30 % et 60 % du Smic brut selon la décision du préfet de région).

Contrat Initiative Emploi (CIE) :

Contrat aidé dans le secteur marchand : depuis 2018 et jusqu'à la réactivation des CIE jeunes en octobre 2020, les CIE ne pouvaient être prescrits que dans le cadre d'une convention annuelle avec les conseils départementaux.

Emplois francs :

Dispositif d'aide à l'embauche d'une personne résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).

1. Politiques d'emploi



Contrats aidés : Les publics entrant en PEC selon le département de l'employeur en 2021

Source : DARES Bases CUI- Pôle Emploi

	Entrées	Engagement financier de l'Etat (milliers d'€) ¹	Caractéristiques des publics embauchés en PEC (%)					
			Hommes	Femmes	Jusqu'à 30 ans	Plus de 30 ans	Travailleurs Handicapés	DELD ²
Ariège	347	723	39,5	60,5	28,2	71,8	12,1	51,6
Aude	606	2 005	39,6	60,4	39,3	60,7	20,3	39,3
Aveyron	341	646	33,4	66,6	40,5	59,5	24,9	34,9
Gard	865	2 608	27,6	72,4	44,0	56,0	19,0	56,6
Haute-Garonne	1 328	2 941	31,8	68,2	55,1	44,9	16,6	46,1
Gers	280	527	32,9	67,1	43,6	56,4	20,7	39,6
Hérault	1 568	5 092	33,7	66,3	51,3	48,7	18,6	41,3
Lot	380	881	39,5	60,5	43,9	56,1	26,6	45,0
Lozère	118	266	43,2	56,8	39,0	61,0	31,4	23,7
Hautes-Pyrénées	592	1 193	39,0	61,0	39,7	60,3	19,1	49,8
Pyrénées-Orientales	776	1 947	47,4	52,6	39,7	60,3	16,0	48,5
Tarn	611	1 621	26,7	73,3	43,4	56,6	23,6	45,0
Tarn-et-Garonne	487	1 006	28,5	71,5	40,5	59,5	16,6	45,0
Occitanie	8 299	21 456	34,6	65,4	45,0	55,0	19,1	45,3
France métropolitaine	82 958	243 854	30,0	70,0	35,5	64,5	17,0	50,3
Part Occitanie / F.M.	10,0%	8,8%						

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras

1. Les montants engagés peuvent être dépensés sur plusieurs années.

2. Demandeurs d'Emploi de Longue Durée.



1. Politiques d'emploi

Le plan #1jeune1solution : Faciliter l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle (axe 1)

Source : DGEFP – POP

Les dossiers validés - cumul à fin 2021 :

	Aide à l'embauche des jeunes (2021)	Aide à l'entrée en alternance (cumul depuis le début de la mesure)		Emplois francs + (2021)
		Apprentissage	Professionalisation	
Ariège	595	1 702	54	5
Aude	1 623	4 701	150	20
Aveyron	1 766	3 630	273	6
Gard	3 672	9 593	697	76
Haute-Garonne	12 372	22 097	2 077	59
Gers	962	2 185	145	0
Hérault	7 868	21 068	1 138	76
Lot	858	1 929	105	0
Lozère	482	904	27	0
Hautes-Pyrénées	1 266	2 462	139	5
Pyrénées-Orientales	2 449	7 674	289	16
Tarn	2 062	4 764	304	25
Tarn-et-Garonne	1 377	3 061	172	16
Occitanie	37 352	85 770	5 570	304
France métropolitaine	438 479	931 722	80 731	4 000
Part Occitanie / France métropolitaine	8,5%	9,2%	6,9%	7,6%

Aide à l'embauche d'un jeune : aide financière d'un montant de 4000€ maximum pour l'embauche d'un jeune en CDD d'au moins 3 mois ou CDI par une entreprise ou une association.

Aide à l'entrée en alternance : aide exceptionnelle en faveur des employeurs qui recrutent des jeunes en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.

Emplois francs+ : aide exceptionnelle en faveur des emplois francs conclus avec un jeune de moins de 26 ans issu d'un QPV.

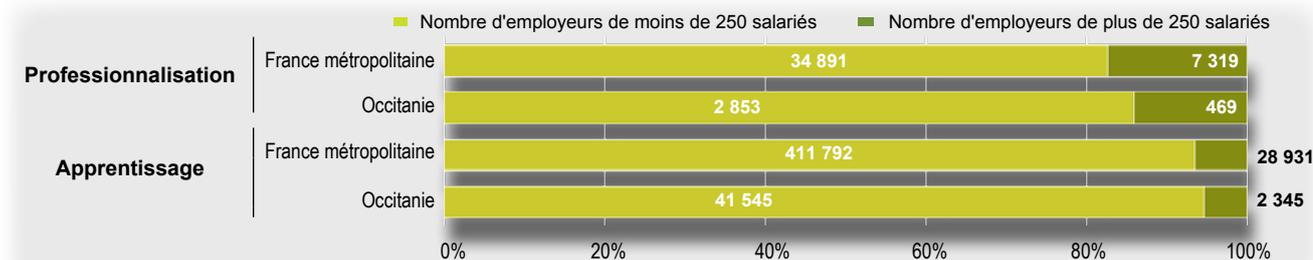
1. Politiques d'emploi



Plan #1jeune1solution : Faciliter l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle (axe 1)

Source : DGEFP-POP

Aide à l'entrée en alternance (AEA) : répartition des employeurs



Aide à l'embauche d'un jeune (AEJ) : nombre moyen de dossiers reçus par employeur



2,0 dossier en Occitanie



2,1 dossier en France métropolitaine

Plan #1jeune1solution : Orienter et former des jeunes (moins de 30 ans) vers les secteurs et les métiers d'avenir (axe 2)

Entrées prévisionnelles en formation de jeunes de moins de 30 ans*

Source : POP / SISP - extraction au 04/01/2022, tous prescripteurs hors CPF autonomes

	2021	2019
Entrées effectives (réalisé AIS)	32 456	33 631
Part dans l'ensemble des entrées prévisionnelles	40,2%	39,2%

* sur la base des attestations d'inscription à un stage (AIS) délivrées aux demandeurs d'emploi

Places supplémentaires du Plan d'investissement dans les compétences (PIC) dans le cadre du plan jeune en 2021

Source : Conseil régional Occitanie

	Nombre de places suppl.
Région : actions collectives, actions CPF, actions collectives (ex PE), places en individuel	12 168
Pôle Emploi	13 344
dont places en individuel, actions collectives	12 168
dont Français langue étrangère	1 176
Total général	25 512



1. Politiques d'emploi

Le plan #1jeune1solution :

Axe 3 : Accompagner les jeunes éloignés de l'emploi en construisant des parcours sur mesure : entrées en mesure en 2021

Source : DGEFP Pop ; DARES Bases CUI

	PACEA ²	Garantie jeunes ²	PEC jeunes ¹	CIE jeunes ¹	Accompagnement intensif des jeunes ²
Ariège	803	456	67	173	660
Aude	3 342	1 507	184	417	1 721
Aveyron	1 286	635	108	223	838
Gard	6 618	2 846	314	699	2 500
Haute-Garonne	10 216	4 954	573	1 693	4 921
Gers	1 090	538	97	219	404
Hérault	13 931	5 055	648	1 305	5 158
Lot	993	586	134	179	466
Lozère	574	124	30	63	95
Hautes-Pyrénées	2 313	1 201	183	284	567
Pyrénées-Orientales	6 798	2 217	230	668	1 921
Tarn	2 786	1 429	198	516	1 417
Tarn-et-Garonne	1 798	790	132	405	923
Occitanie	52 548	22 338	2 898	6 844	21 591
France entière	418 775	158 440	30 798	72 134	218 676
Part Occitanie /France entière	12,5%	14,1%	9,4%	9,5%	9,9%

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras

1. DGEFP Pop - 2. DARES bases CUI février 2022

1. Politiques d'emploi



Le plan #1jeune1solution :

Axe 3 : Accompagner les jeunes éloignés de l'emploi en construisant des parcours sur mesure : entrées en mesure en 2021

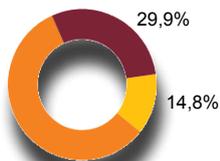
Source : DGEFP - DARES Bases CUI

Profil des jeunes entrés en PACEA et en Garantie Jeunes en 2021 en Occitanie

PACEA



52,3% 47,7%



55,3%

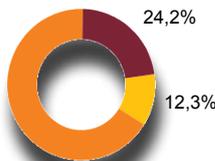
■ Moins de 18 ans
■ De 18 à 21 ans
■ Plus de 21 ans

Habitant en QPV 15,6%
Habitant en ZRR 20,2%
en situation de handicap 3,2%

Garantie Jeunes



53,3% 46,7%



63,5%

Habitant en QPV 17,9%
Habitant en ZRR 21,4%
en situation de handicap 2,8%

Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) : le nouveau cadre contractuel de l'accompagnement des jeunes par les missions locales, unique et adaptable aux besoins du jeune.

Garantie jeunes : accompagnement intensif et collectif d'une durée de douze mois, constitue une modalité spécifique du PACEA. Elle s'adresse aux **jeunes de 16 à moins de 26 ans en situation de précarité qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude (NEET, selon l'acronyme anglais)**. Cet accompagnement est assorti d'une aide financière pour faciliter leurs démarches d'accès à l'emploi.

CIE jeunes : le Contrat Initiative Emploi dans le secteur marchand, contrat aidé en faveur des jeunes favorisant une mise en situation professionnelle, un accompagnement et l'acquisition de compétence auprès d'employeurs de droit commun

Accompagnement intensif des jeunes (AIJ) : dispositif d'une durée de 3 à 6 mois mis en place par Pôle emploi pour aider les demandeurs d'emploi de moins de 30 ans à retrouver plus rapidement un emploi.



1. Politiques d'emploi

Les jeunes de moins de 26 ans accompagnés en Missions Locales en 2021

Source : ARML, i-Milo

	Caractéristiques des jeunes accompagnés en mission locale (%)						
	Ensemble des jeunes accompagnés	Evolution annuelle	Niveau de formation infra CAP/ BEP ¹	Résidant en QPV ²	Résidant en ZRR ³	Hommes	Femmes
Ariège	2 370	+1,8%	48,3	15,4	58,1	47,9	52,1
Aude	8 490	+0,1%	51,3	19,0	27,0	49,8	50,2
Aveyron	2 961	+5,7%	37,1	6,3	91,2	47,6	52,4
Gard	14 748	+13,6%	49,0	26,4	5,2	47,5	52,5
Haute-Garonne	20 297	+18,8%	45,9	13,2	8,3	47,8	52,2
Gers	2 499	+2,4%	50,5	3,6	59,3	45,4	54,6
Hérault	29 351	+10,0%	41,9	18,4	9,3	47,9	52,1
Lot	2 481	+5,2%	48,1	2,3	93,4	45,6	54,4
Lozère	1 372	+10,7%	43,4	0,1	98,5	45,7	54,3
Hautes-Pyrénées	5 282	+18,5%	45,2	9,1	39,9	47,7	52,3
Pyrénées-Orientales	13 549	+11,7%	50,0	13,6	12,2	47,6	52,4
Tarn	6 365	+4,1%	47,0	14,7	38,9	47,7	52,3
Tarn-et-Garonne	4 011	+17,0%	50,4	12,5	27,1	50,4	49,6
Occitanie	113 776	+11,0%	46,3	15,9	21,1	47,9	52,1

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras

- Sorties en cours de 1er cycle de l'enseignement secondaire (6ème à 3ème) ou abandons en cours de CAP ou BEP avant l'année terminale
- QPV : Quartier prioritaire politique de la ville (cf. page 45)
- ZRR : zone de revitalisation rurale

1. Politiques d'emploi



Insertion par l'activité économique : les salariés en insertion en 2021

Source : Dares

Nombre de salariés en parcours d'insertion¹ selon le type de dispositif, au lieu d'implantation de la structure

	ACI	EI	AI	ETTI	Total
Ariège	471	186	148	-	805
Aude	1 048	629	117	485	2 279
Aveyron	261	1 387	27	29	1 704
Gard	1 280	923	202	307	2 712
Haute-Garonne	828	1 245	714	679	3 466
Gers	478	379	111	234	1 202
Hérault	1 402	1 460	460	685	4 007
Lot	211	581	34	51	877
Lozère	85	330	14	213	642
Hautes-Pyrénées	551	302	64	128	1 045
Pyrénées-Orientales	1 021	564	156	149	1 890
Tarn	675	259	331	457	1 722
Tarn-et-Garonne	423	279	62	354	1 118
Occitanie	8 734	8 524	2 440	3 771	23 469

1. Nombre de salariés ayant travaillé ou ayant été accompagnés au moins un jour dans un dispositif IAE au cours de l'année 2021.

Les caractéristiques des salariés en parcours d'insertion par structure

	ACI	EI	AI	ETTI	Ensemble IAE
DE de longue durée	61,2%	45,0%	58,8%	45,9%	52,6%
Bénéficiaires du RSA	54,8%	19,8%	28,5%	21,8%	34,0%
Résidents d'un QPV	20,5%	14,2%	27,5%	22,9%	19,3%
Travailleurs handicapés	8,6%	7,6%	7,7%	4,3%	7,4%
Femmes	38,1%	60,8%	33,9%	15,3%	42,2%
Non diplômés	30,8%	32,6%	39,8%	39,5%	33,8%

Note de lecture : 61,2% des salariés en ACI sont demandeurs d'emploi de longue durée et 14,2% des salariés en AI résident dans un quartier prioritaire de la ville.

L'insertion par l'activité économique (IAE) permet aux personnes les plus éloignées de l'emploi, en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (âge, état de santé, précarité) de bénéficier d'un accompagnement renforcé et d'une activité professionnelle pour faciliter leur retour vers l'emploi.

4 types de structures spécialisées (SIAE) conventionnées accueillent et accompagnent ces personnes avec l'aide financière de l'Etat : les ACI (Ateliers et Chantiers d'insertion), AI (Associations Intermédiaires), EI (Entreprises d'Insertion) et ETTI (Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion).

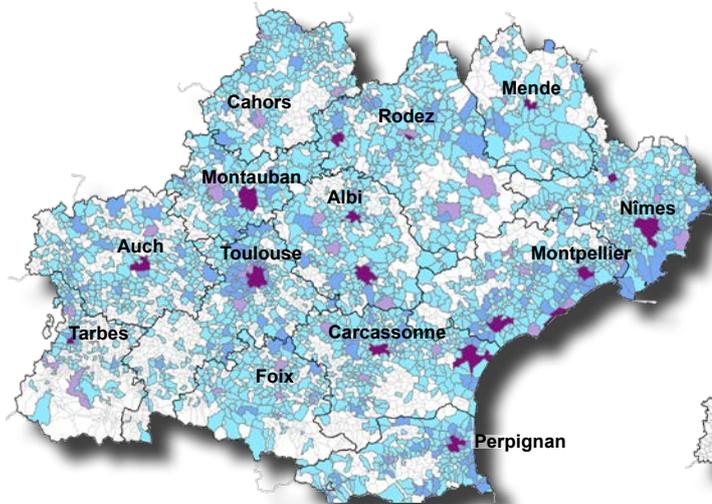


1. Politiques d'emploi

Insertion par l'activité économique : implantation des structures de l'IAE (SIAE) et lieu de résidence des salariés en insertion en 2021

Source : Dares | fond de carte ©IGN

Les communes de résidence des salariés en insertion de l'IAE :

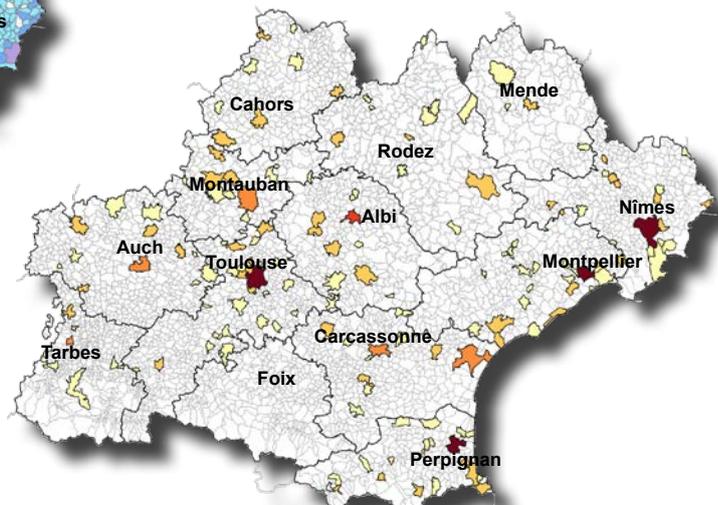
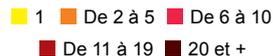


Nombre de salariés en insertion par commune de résidence :



Les communes d'implantation des SIAE :

Nombre de structures conventionnées par commune :



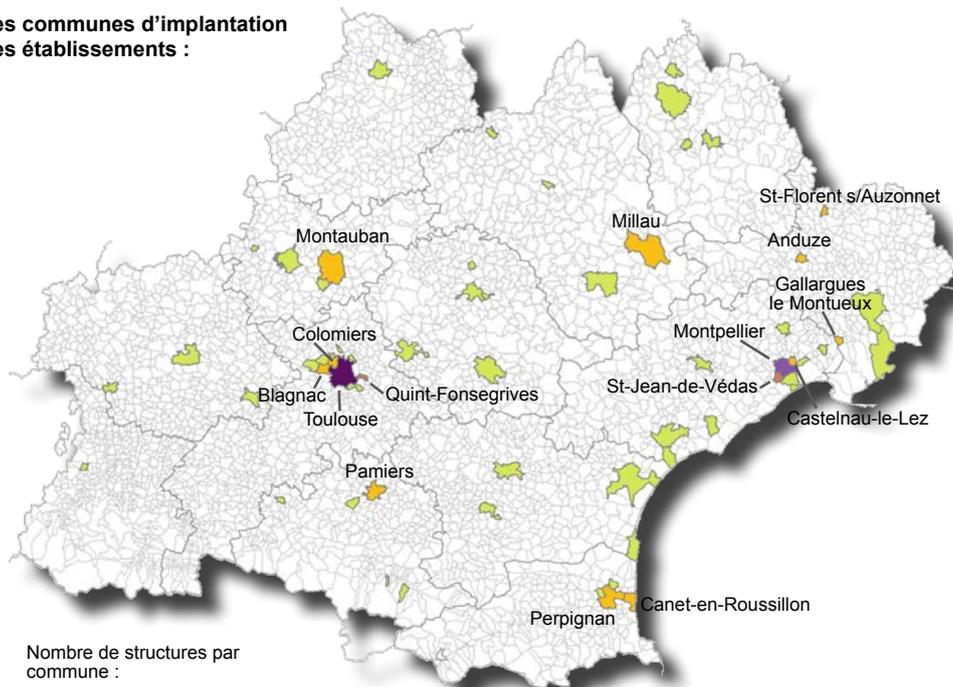
1. Politiques d'emploi



Les entreprises adaptées : implantation au 31 décembre 2021

Source : Dreets pôle 3E | fond de carte ©IGN

Les communes d'implantation des établissements :



Nombre de structures par commune :

- 1 structure (49 communes)
- 2 structures (11 communes)
- 3 structures (Quint-Fonsegrives (31) et St-Jean-de-Védas (34))
- 5 structures (Montpellier)
- 7 structures (Toulouse)

Nombre de structures et de postes TH en équivalent-temps plein (ETP) par département d'implantation :

	Entreprises	Etablissements	Postes TH en ETP
Ariège	3	6	91
Aude	4	4	61
Aveyron	5	5	150
Gard	8	8	168
Haute-Garonne	18	21	914
Gers	3	3	16
Hérault	19	19	396
Lot	1	1	0
Lozère	4	4	67
Hautes-Pyrénées	1	1	20
Pyrénées-Orientales	6	6	64
Tarn	6	6	111
Tarn-et-Garonne	5	5	99
Occitanie	83	89	2 157

L'entreprise adaptée permet à un travailleur handicapé d'exercer une activité professionnelle dans des conditions adaptées à ses capacités. La spécificité de l'entreprise adaptée est d'employer au moins 55% de travailleurs handicapés. Le travailleur handicapé a le statut de salarié et est soumis aux mêmes règles que les autres salariés.



2. Formation professionnelle

Les organismes de formation (OF) en Occitanie

Source : DGEFP

Mouvements des Organismes de formation professionnelle enregistrés en 2020 :

	OF déclarés au cours de l'année	Cessation d'activité au cours de l'année	Déclarations caduques ou annulées au cours de l'année	OF déclarés au 31 décembre	Nombre de stagiaires
OF privés	1 242	120	845	9 017	1 740 082
OF publics	4	2	4	137	176 774
OF parapublics	1	0	0	42	51 568
Ensemble	1 247	122	849	9 196	1 968 424

Les 10 spécialités de formation les plus suivies dans les centres de formations occitans en 2020

	Nombre de stagiaires	Nombre d'heures stagiaires
Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance	216 868	3 775 002
Santé	178 564	8 263 153
Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données	117 552	4 222 987
Développement des capacités comportementales et relationnelles	107 683	8 584 317
Développement des capacités d'orientation, d'insertion ou de réinsertion sociales et professionnelles	99 782	5 161 100
Enseignement, formation	89 295	3 271 507
Transport, manutention, magasinage	83 225	2 525 913
Finances, banque, assurances	79 666	1 436 194
Ressources humaines, gestion du personnel, gestion de l'emploi	71 353	1 537 959
Commerce, vente	68 778	3 679 516

2. Formation professionnelle



Politique du Titre Professionnel du Ministère chargé de l'emploi en Occitanie en 2020

Source : Dreets Occitanie

	Nombre d'agrèments en cours permettant la délivrance d'un Titre Professionnel	dont agrèments délivrés en 2020
Ariège	32	9
Aude	183	27
Aveyron	52	5
Gard	179	35
Haute-Garonne	402	92
Gers	41	10
Hérault	463	136
Lot	25	3
Lozère	20	4
Hautes-Pyrénées	71	5
Pyrénées-Orientales	199	53
Tarn	104	18
Tarn-et-Garonne	70	6
Occitanie	1 841	403

Un titre professionnel est une certification professionnelle délivrée, au nom de l'État, par le ministre chargé de l'emploi. Ce titre atteste que son titulaire maîtrise les compétences, aptitudes et connaissances permettant l'exercice d'activités professionnelles qualifiées.



1 841 agrèments en cours en 2020 permettant la délivrance d'un Titre Professionnel (+1% en un an)

dont 403 agrèments délivrés en 2020 (-19% en un an)



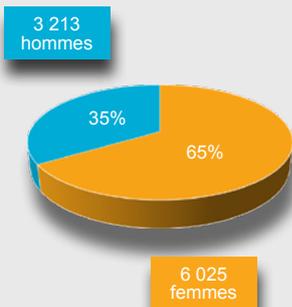
2. Formation professionnelle

La validation des acquis de l'expérience (VAE) en Occitanie en 2020

Sources : Espaces conseil VAE Occitanie et Certificateurs publics Occitanie, traitement Carif-Oref Occitanie

1- En amont de la VAE, personnes reçues en information conseil :

5 599 personnes ont été orientées vers la VAE, soit 61% des personnes conseillées en amont de la démarche VAE.



2- Démarche VAE :

En 2020, 3 946 dossiers ont été déclarés recevables, soit une baisse de 16 % par rapport à 2019.

Dossiers recevables		Effectif
Par sexe :		
Femmes		2 696
Hommes		1 250
<hr/>		
Par certificateur		
Min. Education nat.		1 761
Ministère Santé		645
Ministère Social		602
Ministère Travail, emploi		314
Ministère Enseignement sup.		293
Ministère Sports, animation		224
Ministère Agriculture		107
Ensemble		3 946
Par statut des candidats* :		
Salariés		62%
Non salariés		6%
Demandeurs d'emploi		32%
Sans activité prof.		0%

* Les ministères chargés de la santé, du social, des sports, de l'animation et de la culture ne sont pas en mesure de préciser les statuts des candidats.

2. Formation professionnelle



La validation des acquis de l'expérience (VAE) en Occitanie en 2020

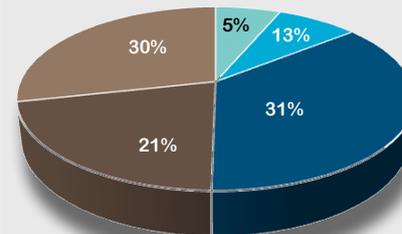
Sources : Certificateurs publics Occitanie, traitement Carif-Oref Occitanie

3- Les résultats :

Résultats de jurys de validation par certificateur	Validation totale	Validation partielle	Aucune validation	Nombre de passages devant jurys
Min. Education nat.	946	258	126	1 330
Ministère Santé	166	128	30	324
Ministère Social	239	132	67	438
Ministère Travail, emploi	98	12	8	118
Ministère Enseignement sup.	180	32	8	220
Ministère Sports, animation	36	20	31	87
Ministère de l'Agriculture	39	10	3	52
Ensemble	1 704	592	273	2 569
Répartition	66%	23%	11%	100%

Diplômes obtenus par niveau*

Niveau 3 : 515	Niveau 6 : 221
Niveau 4 : 356	Niveaux 7, 8 : 83
Niveau 5 : 529	Sans* : 0



Top 6 des certifications vues en jury*

- | | |
|---|---|
| 1-Diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé (niveau 5) | 4-Diplôme d'Etat d'aide-soignant (niveau 3) |
| 2-Diplôme d'Etat d'accompagnant éducatif et social (niveau 3) | 5-Diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants (niveau 5) |
| 3-Diplôme d'Etat de moniteur-éducateur (niveau 4) | 6-CAP accompagnement éducatif petite enfance (niveau 5) |

* Selon le nouveau cadre national des certifications professionnelles (2019), voir définitions en page 65.



2. Formation professionnelle

Formation aux professions sociales et de santé : nombre de diplômes délivrés* en Occitanie en 2020

Source : DREES, enquête Ecoles 2020 - diplômes délivrés y compris Validation des Acquis de l'Expérience partielle

Formation aux professions sociales	Nombre de diplômes	Part Occitanie / France métropolitaine	Formation aux professions de santé	Nombre de diplômes	Part Occitanie / France métropolitaine
Diplômes de niveau 3			Diplômes de niveau 3		
Aides médico-psychologiques	0	0,0%	Aides soignants	1 633	8,1%
Auxiliaires de vie sociale	0	0,0%	Ambulanciers	297	10,4%
Accompagnement éducatif et social	840	12,0%	Auxiliaires de puériculture	276	5,6%
Assistants familiaux	210	16,6%	Diplômes de niveau 5		
Diplômes de niveau 4			Techniciens en analyses biomédicales	0	0,0%
Techniciens de l'intervention sociale et familiale	56	12,3%	Préparateur en pharmacie hospitalière	37	10,7%
Moniteurs éducateurs	338	11,2%	Psychomotriciens	50	5,3%
Diplômes de niveau 5			Diplômes de niveau 6		
Assistants de service social	147	6,1%	Manipulateurs en électroradiologie médicale	65	11,4%
Éducateurs spécialisés	435	9,3%	Pédicures-podologues	25	5,8%
Éducateurs de jeunes enfants	158	8,4%	Ergothérapeutes	113	12,5%
Éducateurs techniques spécialisés	11	7,5%	Infirmiers diplômés d'État	2 049	8,1%
Conseillers en économie sociale familiale	174	11,5%	Diplômes de niveau 7		
Diplômes de niveau 6			Masseurs kinésithérapeutes	177	6,3%
Médiateur familial	21	14,5%	Sages-femmes	86	9,9%
Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS)	117	7,4%	Formations complémentaires		
Diplômes de niveau 7			Infirmiers de bloc opératoire	64	12,2%
Diplôme d'état en Ingénierie sociale (DEIS)	5	4,0%	Infirmiers anesthésistes	51	8,5%
Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement et de service d'intervention sociale (CAFDES)	36	10,1%	Puéricultrices	122	11,5%
			Cadres de santé	76	5,8%

* Selon le nouveau cadre national des certifications professionnelles (2019), voir définitions en page 68.

3. Fonds Social Européen



Fonds Social Européen 2014-2020 : programmation financière au 31 décembre 2021, gestion Dreets Occitanie

Source : Dreets Occitanie - MD FSE

Axes du Programme Opérationnel National (PON) «emploi-inclusion»	Maquette*	Total programmé*	Taux de programmation	Nombre d'opérations	FSE moyen par opération	Participants aux opérations
Axe 1 Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat	16,046	13,464	84%	168	80 142 €	Chômeurs : 23 014
Axe 2 Anticiper les mutations et sécuriser les parcours et les transitions professionnels	32,396	29,524	91%	130	227 111 €	Salariés : 9 564
Axe 3 Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	120,948	136,093	113%	1 974	68 943 €	Chômeurs : 106 003 Inactifs : 78 131
Total PON FSE hors assistance technique (crédits d'intervention uniquement)	169,391	179,081	106%	2 272	78 821 €	216 712
IEJ Intégration durable des jeunes sur le marché du travail	26,835	18,937	71%	117	161 857 €	14 618
Total PON et IEJ hors assistance technique	196,226	198,019	101%	2 389	82 888 €	

* en millions d'euros

A woman with long dark hair, wearing a light blue t-shirt and dark trousers, stands in a dark room. She is looking down at a small device in her hands. Behind her is a large, glowing blue digital map of Europe. The map is composed of white outlines of the countries, and it is set against a background of vertical blue light streaks. The floor is also illuminated with a blue glow.

DÉVELOPPEMENT ET MUTATIONS ÉCONOMIQUES

Activité partielle
Anticipation des mutations économiques

1. Activité partielle



Activité partielle en Occitanie en 2021 (provisoire*)

Source : DGEFP /DARES SI APART (extraction au 25/03/2022)

Les demandes d'autorisation et d'indemnisation* au titre de l'activité partielle en 2021

	Heures indemnisées (en millions)	dont APLD**	Evolution /2020	Etablissements indemnisés	dont APLD**	Evolution /2020	Effectif indemnisé	dont APLD**	Evolution /2020
Ariège	1,7	28,8%	-54,5%	1 217	2,1%	-55,2%	6 717	29,8%	-59,3%
Aude	3,1	5,4%	-64,7%	2 876	1,7%	-58,1%	11 706	6,1%	-67,0%
Aveyron	2,2	7,4%	-68,4%	2 432	1,2%	-56,4%	10 182	11,2%	-69,3%
Gard	5,9	4,0%	-65,2%	6 118	1,4%	-55,7%	24 347	6,3%	-65,9%
Haute-Garonne	21,4	20,1%	-68,3%	12 774	3,7%	-54,4%	92 646	25,6%	-64,0%
Gers	1,4	6,6%	-65,3%	1 413	2,3%	-57,2%	5 834	11,0%	-66,5%
Hérault	12,4	4,1%	-65,8%	10 773	1,6%	-57,2%	48 814	5,1%	-66,6%
Lot	1,4	11,1%	-65,9%	1 362	3,7%	-57,7%	6 856	23,8%	-62,4%
Lozère	0,5	1,0%	-61,5%	686	0,9%	-55,5%	2 179	2,1%	-67,4%
Hautes-Pyrénées	3,0	6,3%	-54,3%	2 270	2,8%	-49,9%	10 383	11,2%	-62,3%
Pyrénées-Orientales	4,9	1,6%	-60,2%	4 335	1,2%	-54,3%	18 400	4,1%	-63,7%
Tarn	2,3	4,7%	-71,9%	2 679	2,1%	-61,3%	11 300	8,7%	-70,9%
Tarn-et-Garonne	1,6	9,5%	-71,1%	1 846	2,7%	-58,4%	7 919	16,7%	-68,2%
Occitanie	61,9	10,8%	-66,1%	50 781	2,3%	-56,1%	257 283	14,8%	-65,4%

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras

* En raison d'une mise à jour en continu des informations saisies, les données de consommations relatives à un mois donné peuvent être révisées. On estime que 9 mois de recul sont nécessaires pour disposer de données sur la consommation d'activité partielle suffisamment consolidées. C'est pourquoi les données de l'année 2021 sont provisoires.

** APLD : Activité partielle de longue durée

Précautions de lecture sur les données activités partielle : Avec 182,5 millions d'heures d'activité partielle indemnisées, l'année 2021 marquait un record. Malgré une baisse importante en 2021, le niveau d'indemnisation reste très largement supérieur au niveau d'avant-crise :

- 2019: 920 000 heures indemnisées

- 2020: 182,5 millions d'heures indemnisées (x198 par rapport à 2019)

- 2021: 61,9 millions d'heures indemnisées (x67 par rapport à 2019)

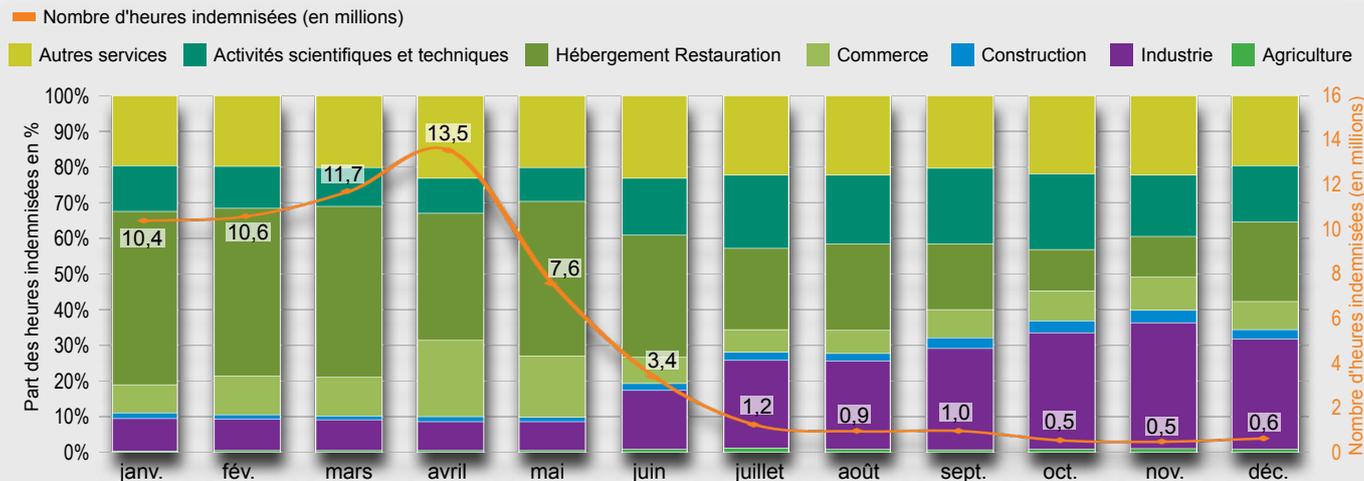


1. Activité partielle

Activité partielle en Occitanie en 2021 (provisoire)

Source : DGEFP /DARES SI APART (extraction au 25/03/2022)

Répartition mensuelle des heures indemnisées par secteur d'activité en 2021



Le dispositif d'activité partielle et les conditions d'indemnisation :

L'activité partielle est destinée aux entreprises qui connaissent des difficultés temporaires liées à la conjoncture économique, des intempéries ou un sinistre. Ce dispositif leur propose le paiement d'une partie des rémunérations des salariés en contrepartie d'heures chômées et évite ainsi d'éventuels licenciements.

Depuis le 1^{er} mars 2020, l'activité partielle est possible pour les salariés des particuliers employeurs, les intérimaires, les journalistes pigistes et les salariés employés en France par une entreprise étrangère.

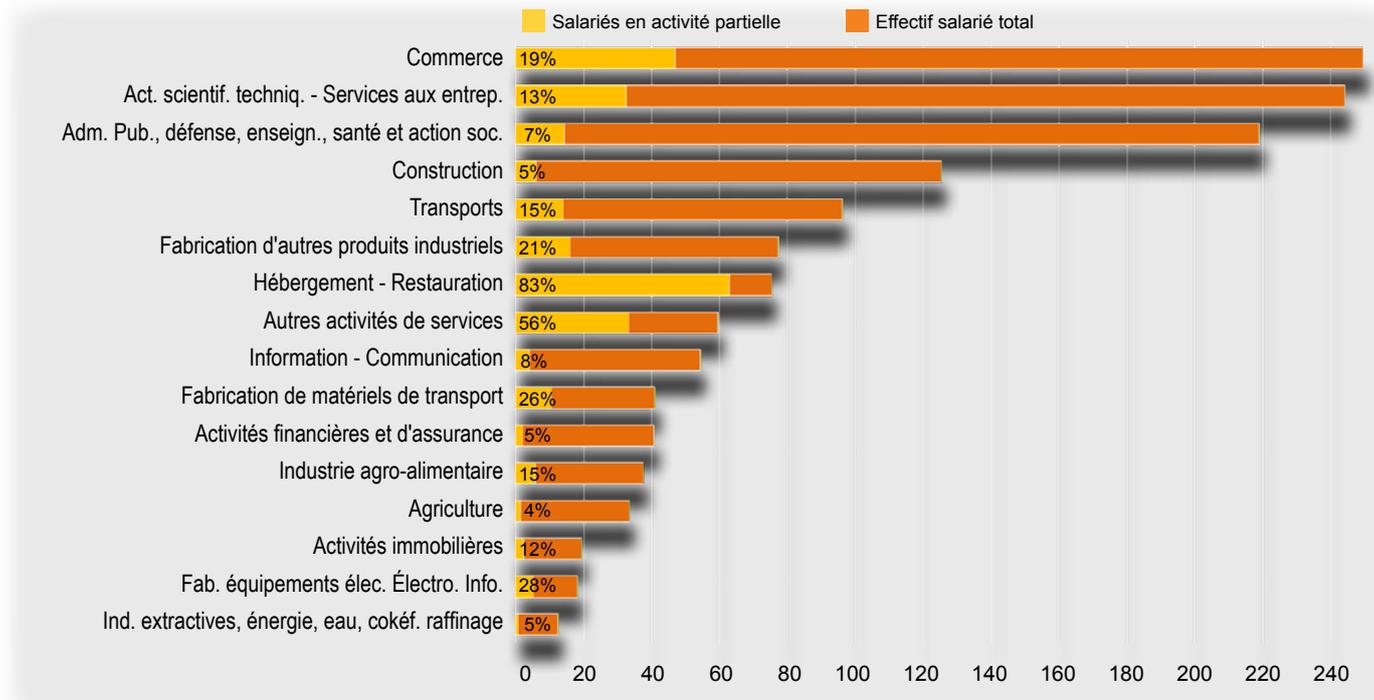
1. Activité partielle



Activité partielle en Occitanie en 2021 (provisoire)

Source : Acooss, emploi salarié au 1^{er} trimestre 2021 (hors intérim et agriculture) | Insee, Estimations trimestrielles de l'emploi 1^{er} trimestre 2021 (pour l'emploi agricole) | DGEFP/DARES - SI APART (extraction au 25/03/2022)

Part des salariés indemnisés* au titre de l'activité partielle pendant l'année 2021



Note de lecture : Dans le secteur de l'hébergement restauration, jusqu'à 83% des 75 340 salariés comptabilisés au 1^{er} trimestre 2021 ont été indemnisés au moins 1 heure au titre de l'activité partielle.



1. Activité partielle

Activité partielle en Occitanie en 2021 (provisoire)

Source : DGEFP /DARES SI APART (extraction au 25/03/2022)

Synthèse par secteurs d'activité des demandes d'indemnisation en 2021

	Heures indemnisées (en millions)	Part	Nombre établissements indemnisés	Part	Effectif maximum indemnisé	Part	Montants indemnisés (en millions d'€)	Part
Agriculture, sylviculture et pêche	0,3	0,5%	623	1,2%	1 342	0,5%	2,8	0,5%
Industrie agro-alimentaire	0,9	1,5%	1 217	2,4%	5 794	2,3%	8,1	1,4%
Cokéf., raffinage - Énergie, eau, déchets	0,1	0,2%	210	0,4%	640	0,2%	0,9	0,2%
Fab. équipements élec. Électro. Info.	0,8	1,4%	269	0,5%	5 131	2,0%	10,4	1,8%
Fabrication de matériels de transport	1,9	3,0%	89	0,2%	10 462	4,1%	23,8	4,0%
Fabrication d'autres produits industriels	2,8	4,4%	1 681	3,3%	15 932	6,2%	28,4	4,8%
Construction	0,9	1,4%	2 163	4,3%	5 851	2,3%	8,5	1,4%
Commerce ; répar. auto. et motocycles	8,0	13,0%	12 437	24,5%	46 853	18,2%	73,7	12,4%
Transports et entreposage	2,5	4,1%	1 111	2,2%	13 979	5,4%	25,6	4,3%
Hébergement - Restauration	25,8	41,8%	12 601	24,8%	62 859	24,4%	232,2	39,1%
Information - Communication	1,1	1,8%	777	1,5%	4 177	1,6%	11,8	2,0%
Activités financières et d'assurance	0,3	0,5%	827	1,6%	1 960	0,8%	3,8	0,6%
Activités immobilières	0,4	0,7%	1 012	2,0%	2 287	0,9%	3,9	0,7%
Act. scientif. techniq. - Services aux entrep.	7,3	11,8%	5 173	10,2%	32 563	12,7%	76,7	12,9%
Admin. pub., enseign., santé & act. soc.	1,5	2,4%	3 041	6,0%	14 246	5,5%	13,6	2,3%
Autres activités de services	7,1	11,5%	7 548	14,9%	33 205	12,9%	69,0	11,6%
Occitanie	61,9	100,0%	50 781	100,0%	257 283	100,0%	593,1	100,0%

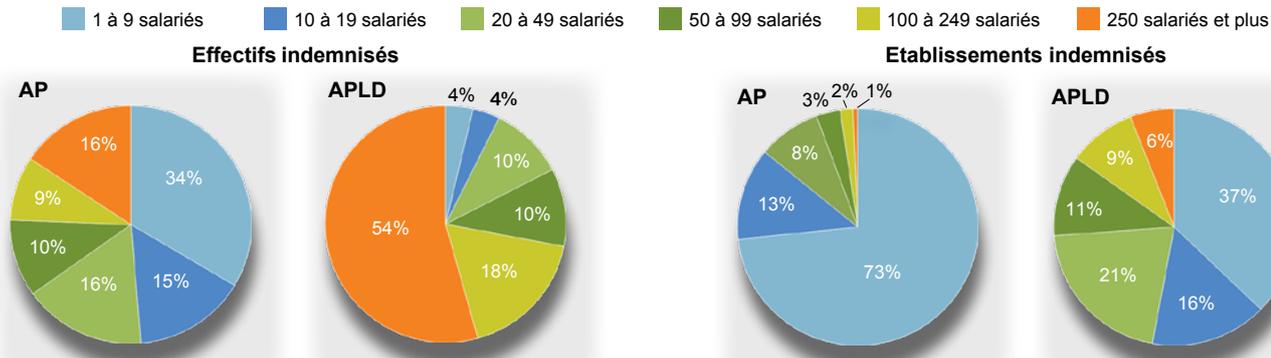
1. Activité partielle



Activité partielle en Occitanie en 2021 (provisoire)

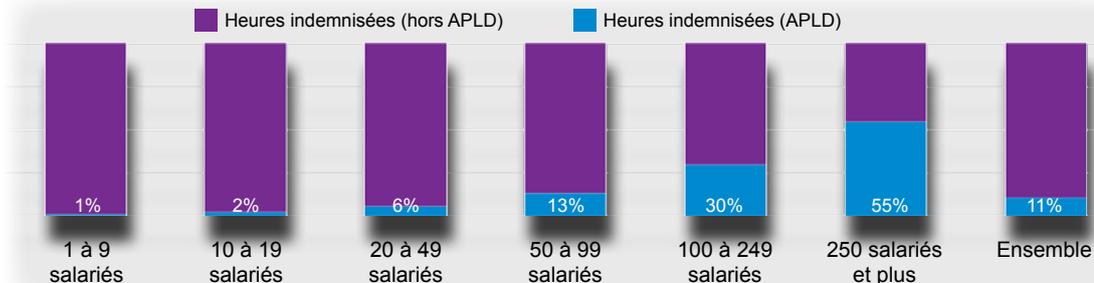
Source : DGEFP / DARES SI APART (extraction au 25/03/2022)

Répartition des effectifs et établissements indemnisés selon la taille de l'établissement employeur



Note de lecture : 16% des salariés indemnisés au titre de l'activité partielle travaillent dans un établissement de 250 salariés ou plus. En particulier, 54% des salariés indemnisés au titre de l'activité partielle de longue durée travaillent dans ce type d'établissement.

Part des heures indemnisées au titre de l'activité partielle de longue durée selon la taille de l'établissement employeur



L'activité partielle de longue durée (APLD) a été instaurée en juillet 2020. Sous réserve de signature d'un accord collectif, un établissement peut bénéficier de l'APLD pour une durée de 6 mois renouvelables, dans la limite de 24 mois.

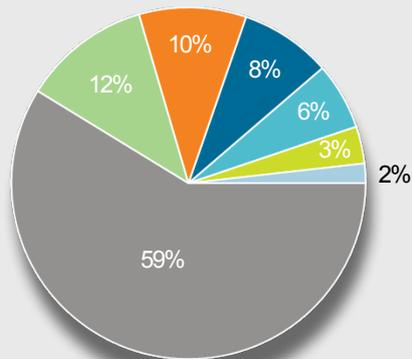


2. Mutations économiques

Subventions engagées en 2021 au titre des dispositifs d'appui aux mutations économiques en Occitanie

sources : Pôle 3E Dreets Occitanie

Répartition des subventions par secteur d'activité



Répartition des subventions engagées par dispositif

Dispositifs :	Montant (milliers d'€)	%
Conseil en RH des TPE & PME*	1 387,6	47%
dont : Opérations individuelles	292,6	10%
Opérations collectives hors AAP	1 095,0	37%
Opérations collectives AAP	0,0	0%
ADEC¹	1 542,6	53%
dont : Hors CPER ² et hors appels à projets	607,6	21%
AAP ³	0,0	0%
CPER	935,0	32%
Total DISPOSITIFS AME⁴	2 930,2	100%
Total opérations individuelles	292,6	10%
Total opérations collectives	2 637,6	90%
dont Appels à Projets	0,0	0%

1. ADEC : Actions de Développement de l'Emploi et des Compétences

2. CPER : Contrat de Projet Etat/Région

3. AAP : Appels à projet

4. AME : Appui aux Mutations Economiques

2. Mutations économiques



Anticipation et accompagnement des mutations économiques en Occitanie en 2020 et 2021 :

Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE)

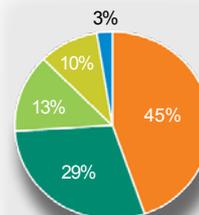
Source : DGEFP RupCo/ SI PSE

	2020	2021
PSE en impact dans la région	100	101
Nombre d'établissements régionaux touchés	187	251
Nombre d'emplois impactés en Occitanie	5 126	3 731

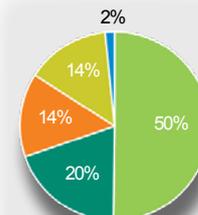
Impact des PSE par secteur d'activité

- Industrie
- Activités scient. et techn., services adm. et de soutien
- Commerce
- Autres services
- Construction

Licenciements prévus dans le cadre d'un PSE



Etablissements impactés



Ruptures conventionnelles collectives

Source : DGEFP RupCo/ SI PSE

	2020	2021
RCC en impact	20	16
Nombre d'établissements régionaux touchés	23	51
Nombre d'emplois impactés en Occitanie	359	335

Conventions de revitalisation en 2020

Source : DreetS

	Conventions	Objectif de création d'emplois	Montants en euros
Convention en cours en 2020	30	1 652	7 212 726 €
dont signées en 2020	10	391	1 446 004 €



2. Mutations économiques

Licenciements des salariés protégés en 2021 : demandes et autorisations par département

Source : DGT-Delphes

	Demandes					Ensemble	Autorisations
	Rupture conventionnelle	Motif économique dont transfert	Inaptitude	Disciplinaire	autres		
Ariège	12	14	9	1	0	36	35
Aude	37	6	19	12	1	75	66
Aveyron	33	2	28	7	0	70	58
Gard	71	33	44	14	6	168	164
Haute-Garonne	278	320	109	43	67	817	688
Gers	21	5	13	0	0	39	38
Hérault	175	88	72	41	12	388	368
Lot	12	9	16	3	1	41	36
Lozère	3	3	1	0	0	7	7
Hautes-Pyrénées	18	12	24	3	1	58	52
Pyrénées-Orientales	47	19	28	14	1	109	102
Tarn	47	2	21	10	1	81	74
Tarn-et-Garonne	19	12	17	8	1	57	50
Occitanie	773	525	401	156	91	1 946	1 738

En cas de licenciement d'un délégué du personnel ou d'un membre du comité d'entreprise ou du CHSCT, l'entreprise doit préalablement demander l'avis de la Dreets qui autorise ou non la rupture du contrat.

2. Mutations économiques



Ruptures conventionnelles de salariés non protégés en 2021

Source : DGT-portail RC

	Demandes	Autorisations
Ariège	779	765
Aude	2 619	2 487
Aveyron	1 661	1 530
Gard	5 529	5 124
Haute-Garonne	14 190	13 696
Gers	1 117	1 109
Hérault	11 796	11 427
Lot	1 030	1 024
Lozère	431	427
Hautes-Pyrénées	1 290	1 141
Pyrénées-Orientales	3 770	3 483
Tarn	2 773	2 482
Tarn-et-Garonne	1 608	1 558
Occitanie	48 593	46 253

92



RELATIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Relations professionnelles
Santé et sécurité au travail

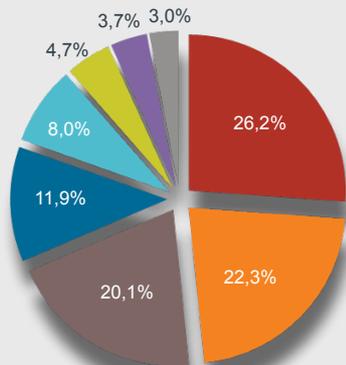
1. Relations professionnelles



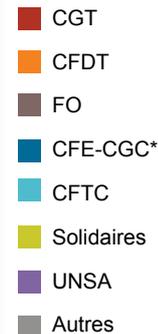
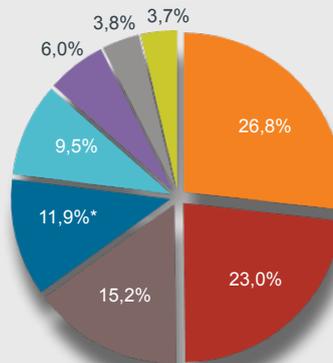
Résultats du calcul de l'audience syndicale 2017-2021 nationale et régionale

Source : Ministère du travail DGT, juillet 2021

Occitanie



France



* Audience de la CFE-CGC dans les collèges électoraux dans lesquels ses règles statutaires lui donnent vocation à présenter des candidats : 20,71 %

En 2021, pour la troisième fois depuis la réforme de la représentativité syndicale en 2008, et comme tous les quatre ans, l'audience des organisations syndicales a été mesurée au niveau national et interprofessionnel ainsi qu'au niveau des branches professionnelles. Les résultats ont été présentés aux partenaires sociaux réunis au sein du Haut Conseil du dialogue social (HCDS) le 26 mai 2021.

L'audience constitue l'un des critères essentiels permettant d'établir la représentativité d'une organisation syndicale et ainsi sa capacité à signer des accords collectifs. Au niveau national et interprofessionnel, comme au niveau des branches professionnelles, une organisation syndicale doit recueillir au moins 8% des suffrages exprimés.

Les chiffres de mesure de l'audience sont le résultat de l'agrégation des scores enregistrés par les organisations syndicales sur le cycle 2017-2020 lors : des élections professionnelles (CSE) organisées dans les entreprises d'au moins 11 salariés entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2020 ; de l'élection syndicale TPE, organisée auprès des salariés des entreprises de moins de 11 salariés et des employés à domicile ; des élections aux chambres départementales d'agriculture, pour les salariés de la production agricole, qui se sont déroulées en janvier 2019.

Ces chiffres représentent l'audience syndicale des organisations syndicales aux niveaux régional et départemental et non une représentativité syndicale à ces niveaux, ces niveaux de représentativité n'étant pas expressément prévus par le code du travail.



1. Relations professionnelles

Résultats du calcul de l'audience syndicale départementale 2021

Source : Ministère du travail DGT

	CGT	CFDT	CGT-FO	CFE-CGC	CFTC	Solidaires	UNSA	Autres
Ariège	48,3%	9,3%	17,8%	4,0%	8,1%	6,3%	4,9%	1,3%
Aude	28,6%	25,3%	20,1%	3,6%	10,7%	1,4%	7,3%	3,0%
Aveyron	29,2%	20,7%	30,1%	6,7%	2,2%	4,8%	3,3%	1,6%
Gard	30,1%	23,9%	14,9%	10,6%	9,4%	2,7%	4,6%	3,7%
Haute-Garonne	20,9%	20,3%	21,5%	16,9%	9,0%	5,7%	2,7%	3,0%
Gers	34,0%	33,0%	14,0%	4,7%	6,0%	2,9%	2,5%	2,8%
Hérault	28,7%	23,3%	19,1%	8,9%	7,7%	3,8%	5,5%	3,0%
Lot	33,7%	33,8%	14,5%	10,9%	1,1%	1,1%	3,0%	1,9%
Lozère	28,6%	32,8%	23,3%	2,0%	4,4%	2,7%	1,9%	1,1%
Hautes-Pyrénées	32,9%	30,0%	12,5%	8,5%	5,6%	6,2%	2,1%	0,9%
Pyrénées-Orientales	28,8%	21,8%	22,7%	8,8%	7,6%	2,8%	3,4%	4,0%
Tarn	25,7%	24,0%	16,7%	10,6%	5,0%	9,2%	5,1%	1,5%
Tarn-et-Garonne	31,1%	16,4%	25,7%	5,0%	14,8%	1,5%	3,2%	2,2%
Occitanie	26,2%	22,3%	20,1%	11,9%	8,0%	4,7%	3,7%	3,0%

Note de lecture par colonne : les valeurs extrêmes sont en couleur et caractères gras

Les résultats par département permettent de déterminer la répartition des sièges relevant des syndicats de salariés au sein des conseils de prud'hommes, celle des représentants patronaux relevant de la représentativité des organisations au niveau national.

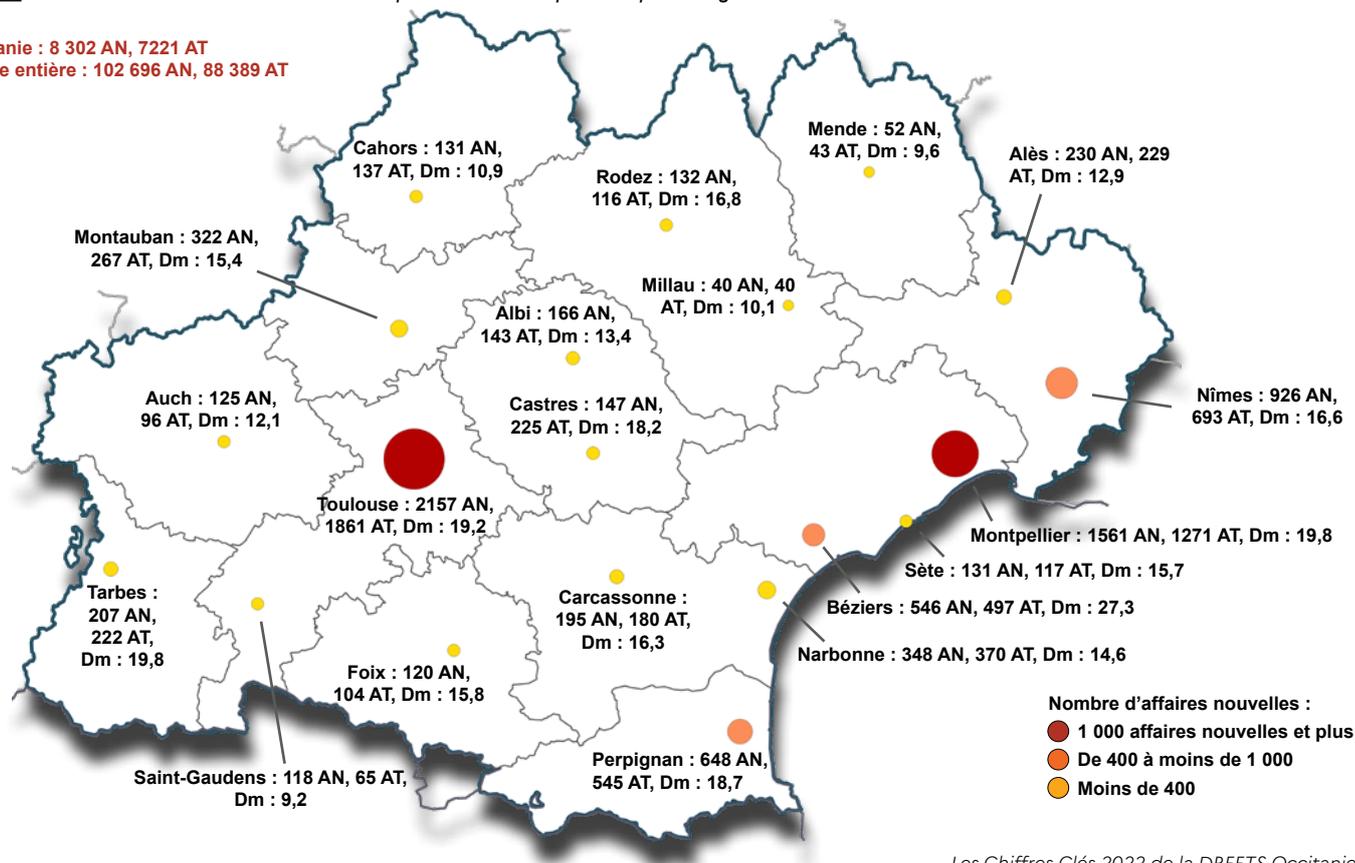
1. Relations professionnelles



Activité prud'homale en 2020 - Par juridiction : nombre d'Affaires Nouvelles (AN), nombre d'Affaires Terminées (AT) et Durée moyenne de traitement (Dm) en mois hors référés (procédure d'urgence contradictoire)

Source : Ministère de la Justice/SG/SDSE - Exploitation statistique du répertoire général civil - fond de carte ©IGN

Occitanie : 8 302 AN, 7221 AT
France entière : 102 696 AN, 88 389 AT





1. Relations professionnelles

Négociation collective en 2020 en Occitanie

Source : Dares - base statistique des accords 2020 définitive

Les 5 principaux thèmes des accords déposés en 2020
(plusieurs thèmes possibles par accord)

	Nombre d'accords *	Nombre d'accords hors accords exclusifs épargne salariale	dont signés par un délégué syndical ou un représentant du personnel	Thèmes principaux des accords				
				Épargne salariale	Rémunération	Durée et aménagement du temps de travail	Égalité professionnelle	Prévoyance - protection sociale complémentaire
Ariège	112	60	95%	54	25	28	5	1
Aude	322	174	90%	153	61	64	14	14
Aveyron	284	175	93%	113	60	81	22	6
Gard	624	316	83%	309	115	119	25	26
Haute-Garonne	1 936	1 169	88%	786	345	531	71	65
Gers	181	100	94%	83	28	52	12	2
Hérault	1 134	605	82%	541	192	222	54	38
Lot	160	96	86%	69	26	52	8	7
Lozère	44	23	100%	22	9	10	5	1
Hautes-Pyrénées	205	118	89%	88	39	46	8	7
Pyrénées-Orientales	417	209	79%	214	64	91	25	12
Tarn	376	196	89%	189	63	84	32	16
Tarn-et-Garonne	203	110	85%	96	44	60	5	5
Occitanie	5 998	3 351	87%	2 717	1 071	1 440	286	200

* accords initiaux et avenants

2. Santé et sécurité au travail



Maladies professionnelles* en Occitanie en 2020

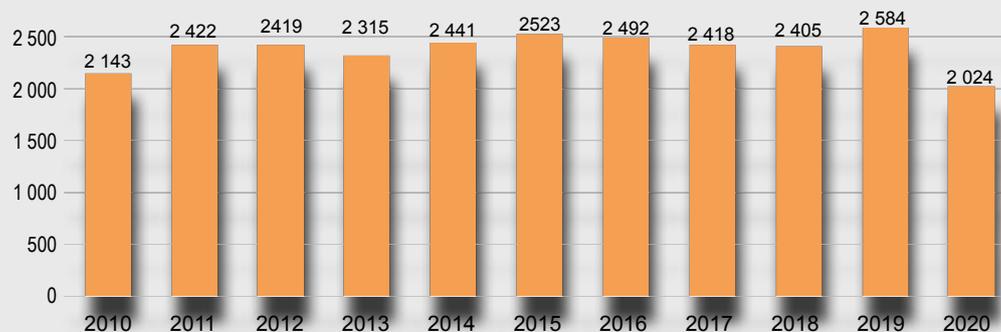
Sources : CARSAT LR et MP / CCMSA

		Nombre	Répartition par typologie de maladie professionnelle						
			Affections péri articulaires	Lombalgies (port de charges)	Amiante	Surdité	Lombalgies (vibrations)	Dermites, eczéma, asthmes	Autres**
Régime général	Ex Languedoc-Roussillon	694	81,1%	5,0%	4,5%	1,0%	1,4%	1,9%	5,0%
	Ex Midi-Pyrénées	1 330	85,3%	4,7%	2,6%	0,8%	1,0%	1,0%	4,6%
	Occitanie	2 024	83,8%	4,8%	3,3%	0,9%	1,1%	1,3%	4,7%
Régime agricole	Occitanie	230	84,8%	4,4%	nd**	nd**	3,5%	1,3%	6,1%

* maladies professionnelles déclarées et reconnues

** faibles pourcentages intégrés à la catégorie "autres"

Evolution du nombre de maladies professionnelles entre 2010 et 2020 (régime général)





2. Santé et sécurité au travail

Accidents du travail par département en 2020

Sources : CARSAT LR et MP / CNAMTS ; CCMSA

	Régime général		Régime agricole	
	Nombre d'accidents du travail avec arrêt	Indice de fréquence ¹	Nombre d'accidents du travail avec arrêt (salariés agricoles)	Indice de fréquence ¹
Ariège	962	nc ²	76	nc ²
Aude	2 783	nc ²	389	nc ²
Aveyron	2 326	nc ²	448	nc ²
Gard	5 262	nc ²	514	nc ²
Haute-Garonne	12 459	nc ²	248	nc ²
Gers	1 206	nc ²	259	nc ²
Hérault	10 671	nc ²	532	nc ²
Lot	1 109	nc ²	144	nc ²
Lozère	652	nc ²	240	nc ²
Hautes-Pyrénées	1 596	nc ²	105	nc ²
Pyrénées-Orientales	3 625	nc ²	467	nc ²
Tarn	3 033	nc ²	313	nc ²
Tarn-et-Garonne	2 134	nc ²	221	nc ²
Occitanie	47 818	nc²	3 956	nc²
France	539 833	nc ²	nd	nc ²
Part Occitanie/France	8,9%		nd	

1. Indice de fréquence : nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés

2. Du fait au recours au chômage partiel durant la période Covid, les effectifs et les heures travaillées de l'année 2020 ne traduisent pas l'exposition au risque, et les indicateurs de sinistralité sont inutilisables.

Le calcul de l'indice de fréquence des AT pour les salariés du régime agricole se base sur le nombre d'accidents avec arrêt pour un effectif salarié moyen trimestriel.





ZOOM SUR...

Activité du Pôle C
Activité de l'inspection du travail
Contrôle de la formation professionnelle



L'activité du pôle C en 2021 : Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes, Métrologie

Source : Dreets Occitanie Pôle C

Des missions assurées par 3 services et une brigade :

- Service concurrence
- Brigade d'enquêtes vins et spiritueux
- Service pilotage, appui technique, animation des DDETS/PP*

- Détection des pratiques anticoncurrentielles (notamment dans les marchés publics)
- Contrôle des règles de transparence (facturation, CGV, conventions)
- Contrôle du respect de l'équilibre des relations commerciales et des délais de paiement
- Contrôle de la qualité, de la conformité et de la loyauté des produits (vins, fruits et légumes)
- Coordination et soutien de l'action des directions départementales inter-ministérielles pour la protection économique et la sécurité des consommateurs



• Service de métrologie légale

- Contrôle de la conformité des instruments de mesure réglementés (utilisés lors de transactions commerciales ou pour garantir le respect d'une obligation : balances, pompes à essence, taximètres,...)
- Contrôle des organismes agréés (en charge de la vérification périodique des instruments de mesure, ainsi que des fabricants, réparateurs ou importateurs de ces instruments)

48 agents Concurrence Consommation et Répression des Fraudes (CCRF)

dont **29** agents enquêteurs

14 agents de la métrologie légale

Activités de la CCRF en 2021 :

-  **4 231** courriers et courriels réceptionnés
-  **671** visites d'établissements
-  **258** prélèvements de produits alimentaires
- 24** dossiers pénaux transmis au Parquet
-  **4** amendes administratives notifiées en matière de délais de paiement pour un montant total de **176 000 €**

Activités de la métrologie légale en 2021 :

-  **369** visites de surveillance d'organismes
-  **3 014** sites détenteurs contrôlés
-  **8 869** instruments contrôlés
-  **853** constats de non-conformité
-  **6** amendes administratives pour un montant total de **9 700 €**
-  **2** amendes transformées en avertissement en raison de la crise Covid

* DD(CS)PP jusqu'au 30 mars 2021



Le système Inspection du travail en Occitanie en 2021

Source : Dreets Occitanie Pôle T, Wiki'T via DELPHES NG | Fond de carte ©IGN

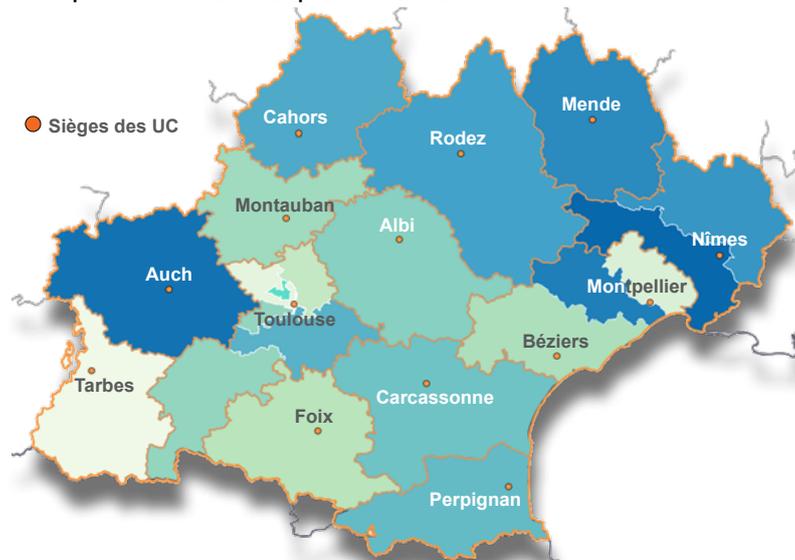
20 Unités de contrôle (UC) de l'inspection du travail et 1 Unité Régionale de Contrôle "Travail Illégal" (URACTI)

148 Inspecteurs et contrôleurs du travail

21 Responsables d'Unités de Contrôle (UC)

54 Assistants de contrôle

Carte : périmètre des UC de l'inspection du travail



Activité de l'inspection du travail en DREETS et en DDETS/PP

25 220 interventions (10% des interventions nationales), dont :

- 2 590 interventions dans le cadre de la crise Covid
- 4 700 interventions en matière de lutte contre le travail illégal
- 3 500 interventions sur chantiers pour prévenir le risque chutes de hauteur
- 1 900 interventions sur chantiers pour prévenir le risque amiante
- 1 180 contrôles et enquêtes sur le détachement international de salariés (Prestations de Services Internationales), ayant conduit à 44 décisions d'amendes pour un montant de 84 000 €
- 440 interventions en matière de fraude à l'activité partielle

21 000 suites à interventions, dont :

- 15 950 lettres d'observation
- 420 procès-verbaux transmis aux parquets
- 410 arrêts de chantier
- 330 mises en demeure
- 62 signalements au Parquet
- 101 sanctions administratives, hors PSI, prononcées pour un montant total de 400 090 €

17 Sites de renseignement en droit du travail

49 Agents de renseignement en droit du travail

Activité des services de renseignement

48 550 demandes de renseignement traitées, et dûment enregistrées dans le système d'information

- 73% des demandes proviennent des salariés
- 72% des questions portent sur le contrat de travail



L'activité du Service Régional de Contrôle de la Formation professionnelle en 2020

Source : Dreeets Occitanie

Au sein du Pôle Entreprises, Emploi, Économie, le service régional de contrôle de la formation concourt à la lutte contre la fraude aux fonds de la formation professionnelle, de la taxe d'apprentissage et du Fonds Social Européen (FSE).

14 agents, dont

8 agents dédiés exclusivement au contrôle

Il instruit les demandes de déclarations d'activité (DA) en qualité de prestataire de formation professionnelle :

1 529 demandes de déclarations d'activité déposées



dont 295 décisions de refus de déclarations d'activité prononcées (prestations hors champ, défaut de pièces justificatives)

Il assure la gestion du fichier public des organismes de formation :



9 190 organismes de formation déclarés actifs au 31 décembre 2020



974 caducités ou retraits de numéro de déclaration d'activité prononcés

dont 129 cessations d'activité

845 déclarations d'activité caduques ou annulées

Il contrôle l'utilisation conforme des fonds de la formation professionnelle (Etat, Région, Pôle Emploi, OPCO, FAF, CPF) :

148 contrôles engagés en 2020 au titre de :

100 prestations de formation professionnelle continue (organismes de formation ou entreprises)



22 centres de formation d'apprentis (nouveaux OF- CFA)

14 entreprises assujetties à la contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA)

1 action de formation du FSE - Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ)

En 2020, ces contrôles cloturés ont donné lieu à des sanctions financières pour un montant de 664 340 euros :

202 880€ remboursés aux financeurs



461 470 € versés au Trésor Public



Directeur de publication : Yannick Aupetit - Réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation

Conception : DREETS Occitanie (SESE)

Crédit picto/photos : ©Fotolia.com, ©Philipimage Stock.Adobe.com, ©Eric Brendle, ©Fred - stock.adobe.com, ©lamax - stock.adobe.com, ©Africa Studio Stock.Adobe.com, ©DisobeyArt - Stock.Adobe.com, ©Fotolia.com, ©Cybrain Stock.Adobe.com, ©blvdone Stock.Adobe.com,

Imprimeur : Pure impression - 451 r. de la Mourre, Espace Com. Fréjorgues Est, 34130 Maugeio - **Parution :** juillet 2022 - **ISBN :** 2551-9883



PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
de l'économie, de l'emploi
du travail et des solidarités**



5, Esplanade Compans Caffarelli
BP 98016 - 31080 TOULOUSE Cedex 6
Tél : 05 62 89 81 00
Mél : dreets-oc.direction@dreets.gouv.fr